



Rapport de suivi
et
d'évaluation des performances
concernant
le budget-programme pour 2012

RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2012

Introduction

Le rapport de suivi et d'évaluation des performances, soumis chaque année aux Membres et à la Conférence du PROE conformément aux obligations incombant au Directeur en vertu du règlement intérieur de la Conférence, présente un résumé des activités menées et des objectifs atteints par le Secrétariat au cours de l'année écoulée. Le format du rapport de 2012 a été modifié pour correspondre au nouveau Plan stratégique du PROE 2011-2015, qui a remplacé le Plan d'action 2005-2009 et les Programmes stratégiques 2004-2013. Ce rapport est donc le premier à être présenté au titre du Plan stratégique de 2011-2015. Les performances ont été mesurées par rapport aux cibles définies dans le budget-programme pour 2012, qui reflètent les priorités des Membres énoncées dans le nouveau Plan stratégique.

Le rapport de 2012 est également présenté en tenant compte de la nouvelle structure du PROE, approuvée par la 22^e Conférence du PROE en 2011 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Les autres documents produits par le Secrétariat comprennent notamment les rapports sur les résultats et comptes financiers de l'exercice 2012 et le rapport annuel du Directeur général.

Évaluation générale des réalisations de 2012

Le PROE a poursuivi en 2012 le processus de gestion du changement mené pour améliorer son efficacité et sa productivité. Les principales mesures prises sont les suivantes :

- Renforcement des initiatives et programmes concrets menés dans les pays grâce à l'augmentation des crédits budgétaires, qui témoigne de la confiance croissante dont jouit le PROE auprès des donateurs.
- Meilleure définition des priorités et des attentes des pays relatives au PROE
- Développement de partenariats étroits
- Augmentation de notre rapport coût-efficacité et mesures de réduction des coûts au profit des pays membres
- Renforcement accru des dispositifs de contrôle interne du Secrétariat grâce au recrutement d'un auditeur interne et à la création d'un Comité d'audit, une « première » dans une organisation du CORP

Le PROE a continué d'œuvrer en faveur de la protection et de l'amélioration de l'environnement du Pacifique insulaire et notamment du développement durable des écosystèmes et des ressources naturelles de la région. La priorité pour 2012 a été d'augmenter le soutien direct apporté aux Membres insulaires océaniques du PROE dans tous les domaines relevant de son mandat. Pendant l'année, le Secrétariat a célébré la campagne Pacifique propre en organisant un large éventail d'activités et en fournissant à de nombreux pays océaniques une assistance propre à améliorer la gestion des déchets au niveau communautaire en insistant sur le fait que « chaque geste compte ». Cette campagne a été étayée par les efforts du novateur projet J-PRISM, exécuté par l'Agence japonaise de coopération internationale en association avec le PROE. Le Secrétariat a également dispensé dans ce cadre une formation à des « promoteurs » de la gestion des déchets issus de neuf pays. Le changement climatique a été un important secteur d'intervention en 2012. Les travaux menés par le PROE dans le domaine météorologique ont bénéficié de la création du Partenariat pour le Bureau météorologique océanique. La Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS) 2012-2021 a par ailleurs été approuvée par la 23^e Conférence du PROE. Les services fournis aux pays ont augmenté grâce à plusieurs projets relevant du Projet océanique d'adaptation au changement climatique (PACC). Des travaux d'adaptation ont été lancés à Choiseul et Kiribati avec le concours financier de l'USAID tandis que le soutien aux pays s'est poursuivi grâce à l'élaboration de Plans d'action nationaux conjoints d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophe (JNAP) en collaboration étroite avec la CPS. Les activités sur les énergies renouvelables se sont également poursuivies grâce au soutien fourni à plusieurs pays pour élaborer et mettre en œuvre leur feuille de route nationale. Le PROE a également apporté une assistance aux Membres lors de la Conférence sur le changement climatique tenue à Doha en décembre 2012, aussi bien avant que pendant les négociations.

Dans le domaine de la surveillance de l'environnement et de la gouvernance, les Membres ont reçu une assistance en renforcement des capacités, législation, respect de la réglementation, suivi, notification et financement. Cette assistance visait également à les aider à respecter leurs obligations au titre des accords multilatéraux sur l'environnement et à atteindre leurs objectifs de développement durable. Ces activités ont essentiellement été conduites dans le cadre du projet ACP sur les AME financé par l'UE et mis en œuvre par le PROE en tant que centre océanique.

RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2012

Le Secrétariat a fortement augmenté en 2012 l'appui et les conseils fournis aux Membres dans de nombreux autres domaines, aux niveaux communautaire, national, régional et international, conformément aux cibles et priorités du Plan stratégique du PROE 2011-2015. D'importants succès ont notamment été enregistrés dans les domaines suivants : gestion des ressources naturelles, espèces menacées et envahissantes, lutte contre la pollution, développement durable, renforcement des capacités, formation, éducation et sensibilisation à l'environnement.

Le PROE a établi plusieurs partenariats importants en 2012, qui ont permis d'augmenter le soutien apporté aux pays océaniques. Le Secrétariat a ainsi signé un nouvel accord de partenariat avec le ministère des Affaires étrangères de la Finlande et les services météorologiques finlandais concernant un projet visant le renforcement des capacités des services météorologiques nationaux, qui a apporté des ressources supplémentaires en 2012. Un nouveau projet sur la résilience climatique financé par la BASD a permis d'accroître les ressources destinées aux initiatives nationales d'adaptation tout en complétant les financements fournis par l'USAID (Choiseul et Kiribati) et l'AUSAID (PACC +). L'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI), gérée par le gouvernement australien, a poursuivi son partenariat avec le PROE pour soutenir les efforts menés par les pays pour s'adapter au changement climatique. Le PROE héberge déjà dans ses locaux, à Apia, un certain nombre de partenaires, dont la JICA (Japon), l'équipe PASAP (Australie), l'OMM et la CMS. Le Secrétariat a également développé ses relations avec les bailleurs de fonds (dont l'UE). Ces partenariats entendent améliorer l'appui et l'assistance fournis aux Membres insulaires océaniques du PROE. Le Secrétariat a par ailleurs continué de participer à de nombreux forums internationaux sur l'environnement.

Dans les domaines de la biodiversité et de la gestion écosystémique, une assistance technique et consultative a été fournie aux Membres pour renforcer leur capacité d'adaptation écosystémique grâce à la gestion intégrée des ressources, gérer les facteurs de perturbation des écosystèmes, préserver le patrimoine naturel unique du Pacifique, renforcer la résilience et encourager une exploitation durable de ses précieuses ressources naturelles.

Le Secrétariat a apporté une assistance aux pays insulaires océaniques participant à la 11^e Conférence des Parties à la CDB, à Hyderabad (Inde). La mise en œuvre des projets de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire intégrée (Îles Cook, Nauru, Tonga et Tuvalu) et les espèces envahissantes (10 pays) a été entamée.

Les activités et réalisations de l'année 2012 sont détaillées dans le présent document. Les principales seront présentées à la Conférence du PROE par les agents du Secrétariat.

Remarque concernant l'interprétation des données budgétaires et des dépenses

Le budget-programme pour 2012, qui forme la base du présent rapport, a été approuvé par la 23^e Conférence du PROE en septembre 2011. Bien que le programme de travail ait été préparé en utilisant les meilleures informations disponibles au premier semestre 2011, de nombreuses hypothèses et circonstances avaient changé au moment de l'exécution du budget en janvier 2012.

Ces hypothèses reposaient sur le paiement en début d'exercice de l'intégralité des contributions des Membres, comme convenu lors de la Conférence du PROE, les niveaux de financement anticipés de la part des donateurs et des taux de change relativement stables.

Le budget de l'exercice 2012 était équilibré, ce qui signifie que les dépenses estimées étaient égales aux recettes estimées. Les ressources totales approuvées pour ce budget par la 22^e Conférence du PROE s'élevaient à 14 317 591 dollars É.-U. Le montant des dépenses n'a toutefois atteint que 14 567 606 dollars É.-U. (102 %), car les recettes effectivement disponibles et reçues de toutes les sources ne totalisaient que 14 354 037 dollars É.-U.

Budget total approuvé	Dépenses totales effectives	Part des dépenses par rapport au budget
14 317 591	14 567 606	102 %

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE

Objectif du programme : D'ici 2015, tous les Membres auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone.

Les principales activités de 2012 correspondent aux trois domaines d'intervention suivants : 1) Adaptation au changement climatique ; 2) Sciences et politiques ; 3) Atténuation du changement climatique.

La capacité du Bureau météorologique océanien, qui relève de la division Changement climatique, a été renforcée grâce au recrutement de deux nouveaux agents : un conseiller en météorologie et climatologie, détaché par le Secrétariat du Commonwealth, et un agent technique financé par l'AusAID.

En 2012, la division s'est efforcée de développer les programmes dans les pays, notamment dans le cadre du PACC où chaque membre de la division a été chargé d'un pays. L'examen à mi-parcours du PACC, réalisé l'année dernière, a attiré l'attention sur des difficultés de mise en œuvre et plusieurs problèmes stratégiques importants aux niveaux régional et national.

Les faits marquants de l'année sont décrits ci-dessous et détaillés dans les tableaux des pages suivantes :

Adaptation au changement climatique :

- Intégration des risques du changement climatique dans les plans et politiques des organismes responsables des domaines d'action du PACC : sécurité alimentaire, aménagement du littoral et gestion des ressources en eau
- Recensement des priorités en vue de la mise en œuvre des sites pilotes grâce à diverses analyses : vulnérabilité et adaptation, sexes/spécificités, coûts-avantages et impacts sur l'environnement
- Renforcement des capacités concernant les outils et processus
- Nouvelle assistance à l'adaptation à Choiseul et Kiribati, avec le concours financier de l'USAID
- Diffusion des enseignements du PACC par le biais du Portail océanien sur le changement climatique, du bulletin *Climate Change Matters*, du site du PROE, des discussions en ligne sur les solutions océaniques (PNUD) et des sites nationaux.

Sciences et politiques :

- Partenariat avec le Programme australien pour la science et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique (PACCSAP)
- Élaboration des politiques nationales sur le changement climatique
- Assistance apportée aux pays en vue de l'élaboration des plans d'action nationaux conjoints d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophe (JNAP)
- Renforcement des capacités concernant le financement de l'adaptation au changement climatique et élaboration d'un cadre logique et d'une proposition en partenariat avec le Réseau Asie-Pacifique pour l'adaptation (APAN, pour lequel le PROE assume le rôle de nœud sous-régional), le Secrétariat du Forum et la CPS (en particulier le projet de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique destiné aux petits États insulaires).
- Mise en ligne et actualisation du Portail océanien sur le changement climatique avec le soutien de son comité directeur, de la GIZ et du projet CPS-AMCC pour les petits États insulaires
- Installation de la base de données climatiques pour l'environnement (CliDE) dans tous les services météorologiques nationaux (SMN) dans le cadre du projet PACCSAP
- Installation et mise à jour du Réseau d'information météorologique d'urgence pour les gestionnaires (EMWIN) dans les quatre derniers pays (Samoa, Samoa américaines, Tonga et Tokélaou)
- Diffusion du bulletin *Island Climate Update* (ICU).

Atténuation du changement climatique :

- Réalisation de quatre études de faisabilité sur les biocarburants et le photovoltaïque
- Directives océaniques sur les actions d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA) testées aux îles Cook.

Volet : CC 1.1 – MISE EN ŒUVRE DES MESURES D’ADAPTATION

Stratégie : 1.1 – Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d’adaptation et de réduction des risques de catastrophe

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
<p>Objectif de 2015 pour le volet CC 1.1 – L’adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d’environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d’adaptation et d’atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.</p>						
<p>CC 1.1.1 Au moins 10 Membres insulaires ont intégré l’adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD), ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant intégré l’adaptation au changement climatique à leurs stratégies nationales de développement 	<ul style="list-style-type: none"> Activités d’intégration du changement climatique réalisées dans 4 pays (Îles Cook, Nauru, Tuvalu, Fidji) dans le cadre de l’assistance fournie pour élaborer des plans d’action nationaux conjoints d’adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophe (JNAP) et par le biais du Projet océanien d’adaptation au changement climatique (PACC) ; les travaux préparatoires ont par exemple été consignés dans le guide d’intégration <ul style="list-style-type: none"> Les résultats du PACC à Nauru comprennent la création d’une unité sur l’eau et l’assainissement (dépendant du ministère du Commerce, de l’Industrie et de l’Environnement) chargée de coordonner les priorités en matière d’eau entre les projets et organismes concernés. Nauru a entamé le processus d’élaboration de son JNAP en révisant son plan national pour l’adaptation (RONAdap) et une feuille de route énergétique. Ce processus en cours comprend le renforcement des capacités des secteurs à intégrer le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe dans les plans sectoriels et la budgétisation. 	<p align="center">55 %</p>			
				Frais de personnel	123 356	128 809
				Frais de fonctionnement	257 130	141 927
				Frais d’investissement	6 500	507
				Sous-total	386 986	271 243
<p><i>Les dépenses associées aux résultats 1.1.1.1 et 1.1.1.2 doivent être examinées conjointement</i></p>						

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
		<ul style="list-style-type: none"> ○ Aux Fidji, suite à l'élaboration et à l'approbation de la politique nationale sur le changement climatique, une unité spéciale a été créée au sein du ministère des Affaires étrangères, la fonction de coordination des initiatives sur le changement climatique étant transférée du ministère de l'Environnement vers un ministère plus « central ». Des sous-comités ont été constitués pour élaborer des stratégies portant sur les objectifs recensés dans cette politique et pour faciliter l'intégration aux niveaux sectoriels. ○ Tuvalu a approuvé sa politique sur le changement climatique et son JNAP sous la forme d'un plan d'action stratégique sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe. Ces deux instruments orientent le soutien des donateurs vers la mise en œuvre des priorités de Tuvalu dans ces domaines. ○ Tuvalu a réalisé une analyse coûts-avantages sur un projet pilote communautaire de citerne d'eau entrepris par une équipe pluridisciplinaire comprenant des fonctionnaires du ministère des Finances. Cette analyse a permis de tirer des enseignements sur la façon d'aborder les questions de durabilité dans le cadre d'initiatives communautaires de ce type. 				
CC 1.1.2 D'ici 2015, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région — y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) — auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participant au PACC +.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de Membres ayant documenté les enseignements du PACC et d'autres initiatives 	<ul style="list-style-type: none"> • Le PROE a coopéré avec la <i>Pacific Association of Supreme Audit Institutions</i> pour élaborer un audit régional de la coopération sur l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophe. Cet outil, actuellement à l'essai, permettra de mieux tirer les leçons des meilleures pratiques en matière d'adaptation. • Les enseignements des pays participant au PACC sont documentés et diffusés par le biais du site web du projet, du Portail océanien sur le changement climatique, du site du PROE, de communiqués de presse aux médias régionaux et du bulletin électronique mensuel <i>Climate Change Matters</i>. • Chaque pays participant s'est doté d'un site pour attirer l'attention sur ses activités. 	50 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	118 851	139 169
				Frais de fonctionnement	2 267 835	3 061 921
				Frais d'investissement	10 000	0
				Sous-total	2 396 686	3 201 090
				Les dépenses associées aux résultats 1.1.1.1 et 1.1.1.2 doivent être examinées conjointement		

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant reproduit ces enseignements dans d'autres secteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Une assistance a été fournie à l'association hôtelière du Samoa en vue de l'élaboration d'un « faré » témoin utilisant des techniques de construction sans incidence sur le climat, produisant peu de déchets et ayant une grande efficacité énergétique, afin d'élaborer une proposition de projet pour l'île de Namua. La formation du PACC sur l'analyse coûts-avantages a fourni aux coordinateurs du projet et aux fonctionnaires du ministère des Finances et de la Planification nationale les connaissances nécessaires pour déterminer les coûts et les avantages de différentes options d'adaptation et les aider dans leurs décisions. Les enseignements de l'examen à mi-parcours du PACC et de l'analyse des sexes spécifiques qui comprenaient le besoin de disposer de valeurs de référence, de mesures de suivi-évaluation et de mesures sur les sexes spécifiques ont été pris en compte dans le projet de Kiribati financé par l'USAID. L'équipe fidjienne du PACC a présenté à Doha, lors d'une manifestation organisée par le FEM en marge de la 18^e CdP, un exposé sur les enseignements tirés de son projet pilote sur les risques d'inondation. 		

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Stratégie : 1.2 – Amélioration des partenariats et de la participation de l'ensemble des intervenants régionaux et internationaux, et renforcement des actions coordonnées de réduction des risques des incidences du changement climatique en conformité avec les dispositions du Cadre océanique d'intervention sur les changements climatiques révisé, à l'appui des initiatives et priorités nationales

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CC 1.2.1 – Les initiatives régionales et la prestation des services ayant trait à la lutte contre le changement climatique sont bien coordonnées et cohérentes						
CC 1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation satisfaisante de la coordination des activités d'adaptation 	<ul style="list-style-type: none"> Le PROE copréside le sous-comité des directeurs des organisations membres du CORP sur le changement climatique, et son Groupe d'appui de haut niveau sur le changement climatique, qui coordonnent les travaux dans ce domaine, et notamment les activités d'adaptation. La participation du PROE aux réunions des Partenaires de développement sur le changement climatique tenues à Suva a permis de diffuser des informations sur le changement climatique aux organismes et partenaires de la région. Le PROE siège aux comités directeurs de divers projets régionaux (GIZ CCCPIR, UE-CPS, AMCC-PSIS et projet de l'USP sur l'éducation au changement climatique), où la coordination est essentielle, et a contribué au partage des informations et des enseignements retenus. 	100 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	83 043	79 477
				Frais de fonctionnement	373 061	67 645
				Frais d'investissement	1 000	0
				Sous-total	457 103	147 122
Objectif de 2015 pour le volet CC 1.3.1 – Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres						
CC 1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation en pourcentage des financements annuels consacrés à l'adaptation par rapport au niveau de 2010 	<ul style="list-style-type: none"> Le PROE et le gouvernement finlandais ont signé un accord sur le projet FINPAC (budget de 4 millions d'euros) axé sur le renforcement des capacités communautaires en climatologie visant l'atténuation des impacts du changement climatique au niveau des villages. Fonds supplémentaires consacrés au renforcement des capacités d'adaptation. Un spécialiste (100 000 USD en 2012) a été recruté par le biais du Réseau d'adaptation Asie-Pacifique (APAN). Une formation a été dispensée à 14 pays et un territoire insulaires océaniques (Nouvelle-Calédonie) sur les possibilités d'accès aux financements visant l'adaptation au changement climatique et sur l'élaboration d'un cadre logique et d'une proposition. Cette formation a été organisée en partenariat avec l'APAN, le Secrétariat du Forum et la CPS (en particulier le projet de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique destiné aux petits États insulaires). 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	28 533	59 493
				Frais de fonctionnement	15 400	187 766
				Frais d'investissement	0	3 082
				Sous-total	43 933	250 341
				Les fonds complémentaires reçus de la GIZ et de l'APAN ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget		

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
		<ul style="list-style-type: none"> • Une base de données de donateurs, donnant un aperçu des financements disponibles dans le Pacifique pour lutter contre le changement climatique, a également été développée et distribuée. Actualisée à intervalles réguliers, elle sera accessible depuis le Portail sur le changement climatique. • Une formation sur l'analyse coûts-avantages (ACA) a été dispensée à 13 pays dans le cadre du projet PACC. Elle entend entre autres aider les pays à élaborer des propositions de projets fondées sur des données factuelles, qui ont plus de chance d'attirer des financements. Ce programme de formation a également marqué le début d'un vaste partenariat mené conjointement par le PROE, la CPS, le Secrétariat du Forum, la GIZ et le PNUD pour offrir une formation sur l'ACA aux pays insulaires océaniques. 		
	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation en pourcentage du nombre annuel de projets d'adaptation mis en œuvre par rapport au niveau de 2010 	<ul style="list-style-type: none"> • Au total, 14 pays (ÉFM, Fidji, îles Cook, îles Marshall, îles Salomon, Nauru, Nioué, Palaos, PNG, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont réalisé une évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation dans le cadre du PACC. • Sept pays (îles Cook, îles Marshall, îles Salomon, Nioué, Palaos, Samoa, Tuvalu) ont réalisé une analyse coûts-avantages. • Huit pays (ÉFM, îles Salomon, Nauru, Nioué, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu) ont entamé la mise en œuvre de leurs projets de démonstration. • Deux pays (Nauru et Samoa) ont rédigé, sous forme de projets de directives, un résumé détaillé du processus de démonstration utilisé à ce jour. • Outre le PACC, le PROE exécute des projets aux îles Salomon, à Kiribati et aux Tokélaou. 		

Volet : AMÉLIORATION DE LA CAPACITÉ, DES CONNAISSANCES ET DE LA COMPRÉHENSION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA RÉDUCTION DES RISQUES

Stratégie : 2.1 – Développer et renforcer les capacités d’exécution de programmes de recherche appliquée, d’observation et de surveillance météorologiques pour améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophe

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CC 2.1.1 – Capacités d’adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes						
CC 2.1.1 D’ici 2015, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe lors de la prise de décision et de l’élaboration de politiques opportunes	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres tenant compte des connaissances sur le changement climatique et des informations sur la gestion des risques de catastrophe aux fins de l’élaboration de politiques 	<ul style="list-style-type: none"> Tuvalu et les Îles Cook ont approuvé leur Plan d’action national conjoint d’adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophe. Le PROE a contribué à l’élaboration d’un programme régional pilote pour le projet de résilience climatique (PPCR), grâce au soutien des Fonds d’investissement climatiques ; ce programme est axé sur l’intégration du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe dans les plans de développement nationaux. Une assistance a été apportée aux Îles Cook en vue de la mise en place du projet de renforcement de la résilience climatique des îles périphériques (SRIC) financé par le Fonds pour l’adaptation. Le PACC a également fortement contribué au renforcement et au développement des capacités des structures de gouvernance locales, grâce à la mise en place de comités locaux et de mécanismes de coordination sur les sites de démonstration (par exemple, Comité sur l’eau du district de Hihifo aux Tonga, Comité de l’île Epi à Vanuatu). Outre les domaines de renforcement des capacités mentionnés dans l’évaluation de 2010, les organismes nationaux concernés ont développé leurs capacités en matière de solutions techniques et de conception de pratiques sectorielles intégrant le changement climatique et l’application d’outils d’analyse coûts-avantages. 	40 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	20 840	27 500
				Frais de fonctionnement	4 180	88 759
				Frais d’investissement	0	1 751
				Sous-total	25 020	118 010
				<p><i>Les fonds complémentaires obtenus de l’ICCAI et de l’APAN ont permis d’exécuter des activités non prévues au budget</i></p>		

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CC 2.1.2 – Applications de la gestion du changement climatique et des risques améliorées chez les Membres grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles						
CC 2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication pour faciliter l'échange d'information dans les principaux secteurs	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement du Portail sur le changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> Le Portail océanien sur le changement climatique (PCCP) a été développé avec le soutien du Comité consultatif et du Comité technique (composés de membres du CORP). Le PCCP est en ligne depuis son lancement en 2012. Le développement itératif du Portail se poursuit. Premier atelier sous-régional de formation au Portail organisé à Suva en novembre 2012 pour 6 ÉTIO (Fidji, îles Cook, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Il a été suivi par des spécialistes du changement climatique et des représentants du CORP et d'organisations partenaires. Des ateliers de renforcement des capacités sont prévus tout au long de la vie du Portail. 	70 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	111 610	136 404
				Frais de fonctionnement	122 359	93 915
				Frais d'investissement	3 000	6 002
				Sous-total	236 968	236 321
<i>De nouveaux financements ont été obtenus de la GIZ pour l'administration du Portail</i>						
Objectif de 2015 pour le volet CC 2.1.3 – Prestation de services météorologiques régionaux adéquats afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité						
CC 2.1.3 Mise en œuvre de toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> La Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS) 2012-2021 a été approuvée, publiée et lancée. Le Partenariat pour le Bureau météorologique océanien est opérationnel et le poste de Conseiller en météorologie et climatologie est pourvu. 	80 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	90 243	18 922
				Frais de fonctionnement	441 000	73 068
				Frais d'investissement	500	0
				Sous-total	531 744	91 991
<i>Sur les 391 000 dollars É.-U. prévus au budget en provenance de la NOAA, seuls 56 000 ont été reçus. En outre, 36 000 dollars É.-U. n'avaient pas été identifiés au moment de la préparation du budget.</i>						
CC 2.1.4 D'ici 2015, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de services météorologiques nationaux dotés de bases de données sur le climat et les catastrophes naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les services météorologiques nationaux sont dotés de la base de données climatiques pour l'environnement (ClIDE), installée dans le cadre du projet PACCSAP. Quatre pays (Samoa, Samoa américaines, Tonga et Tokélaou) ont installé et mis à jour leur Réseau d'information météorologique d'urgence pour les gestionnaires (EMWIN) en 2012. Ceci marque la fin d'une initiative entamée en 2011 et au terme de laquelle les 12 ÉTIO ont mis à jour leur EMWIN. La mise en œuvre de ce réseau a considérablement amélioré la diffusion des informations et avis météorologiques d'importance critique pour les pays océaniques. 	70 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	44 301	30 650
				Frais de fonctionnement	259 170	182 281
				Frais d'investissement	4 500	1 447
				Sous-total	307 970	214 379
<i>Une partie des fonds attendus du FINPAC n'a pas été reçue avant 2013</i>						

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> • La majorité des SMN a entamé la numérisation des données climatiques historiques archivées. • Le financement de <i>Island Climate Update</i> (ICU) a été prolongé de 3 années grâce au soutien de NZAID/MFAT et de la NIWA avec des améliorations des prévisions des risques de pluie et de sécheresse, des cartes de prévisions pluviométriques dans le Pacifique et l'amélioration de l'interprétation de la baisse des précipitations pour chaque pays. • Une assistance a été fournie en vue de l'élaboration d'un modèle de circulation et de l'assimilation des données sur les courants aux Samoa américaines. Elle porte également sur le transfert des données du modèle de circulation ADCIRC vers le logiciel de suivi des particules de la NOAA. • Le PROE a participé avec l'USGS, l'ASEPA et l'ASPA à la mesure de l'influence des lixiviats des décharges sur les récifs coralliens des Samoa américaines. 		

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Stratégie : 2.2 – Élaborer et exécuter dans la région des programmes coordonnés d'éducation et de sensibilisation et des stratégies de communication, pour améliorer la capacité des Membres à faire face au changement climatique

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CC 2.2.1 – Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique						
CC 2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'initiatives durables et concrètes d'adaptation et d'atténuation 	<ul style="list-style-type: none"> D'importants travaux préparatoires aux initiatives d'adaptation et d'atténuation ont été réalisés en 2012 pour des projets dépendant de l'USAID, de l'AusAID/ICCAI, de SIDS Dock et d'IRENA, qui entraîneront une augmentation des projets sur le terrain. Une formation sur l'ACA a été dispensée dans le cadre du PACC et les stagiaires sont en mesure de diriger les travaux dans ce domaine aux niveaux de leur pays et des sites pilotes en axant leur démarche sur l'évaluation des options d'adaptation. Le PACC a contribué à la sensibilisation et au renforcement des capacités en gestion du risque climatique des planificateurs sectoriels, responsables, techniciens, vulgarisateurs et ingénieurs. Les coordinateurs ont également été formés pour produire leurs propres bandes dessinées, photorécits, vidéos, notes d'information sur les projets et bulletins d'information. La diffusion de supports de communication de qualité entre les coordinateurs illustre ces travaux. 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	39 754	106 626
				Frais de fonctionnement	4 180	38 099
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	43 934	144 724

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Stratégie : 2.3 – Aider les Membres à s’acquitter de leurs obligations au titre de la CCNUCC et des protocoles et processus y afférents

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CC 2.3.1 – Assistance fournie en matière de négociations internationales pour promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et obtenir des ressources pour l’adaptation						
CC 2.3.1 D’ici 2015, participation efficace de tous les pays insulaires océaniques aux principales négociations internationales sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Proportion de pays insulaires océaniques participant aux négociations de la CCNUCC 	<ul style="list-style-type: none"> Une formation sur le changement climatique a été dispensée aux journalistes et climatologues lors d’un atelier organisé aux Îles Cook en août 2012. Le principal objectif était de développer leurs compétences pour rendre fidèlement compte des enjeux climatiques et d’aider les délégations insulaires océaniques à mieux exposer leurs préoccupations dans le cadre des réunions de la CCNUCC. La réunion préparatoire à la 18^e CdP, organisée à Apia (Samoa) en octobre, a été suivie par 25 négociateurs de 14 pays ainsi que par des partenaires du CORP et de l’AOSIS. Grâce au soutien financier de la GIZ, de l’Australie et de l’APAN, deux délégués de chaque pays ont pu se rendre à cette réunion. Son principal objectif était de préparer les négociateurs océaniques et de les informer sur la réunion et les processus de la CCNUCC ; d’élaborer des notes d’information, des stratégies et des actions devant être menées à Doha ; de former les médias ; et de lancer le débat sur l’atténuation et notamment la deuxième période d’engagement du Protocole de Kyoto. 	75 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	42 447	45 087
				Frais de fonctionnement	25 300	62 231
				Frais d’investissement	0	3 346
				Sous-total	67 747	110 664
				Les fonds complémentaires obtenus de l’ICCAI et de Taiwan ont permis d’exécuter des activités non prévues au budget		
CC 2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de contributions océaniques au cinquième rapport du GIEC 	<ul style="list-style-type: none"> Un atelier d’écriture organisé par le PROE en 2011 s’est soldé par la publication de plusieurs articles scientifiques en 2012, qui ont été mis à la disposition du GIEC. Les agents du PROE participent aux processus du GIEC (rapports spéciaux du GIEC et en tant qu’auteurs principaux des chapitres du 5^e rapport d’évaluation). 	70 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	84 699	100 074
				Frais de fonctionnement	4 180	16 088
				Frais d’investissement	0	0
				Sous-total	88 879	116 162
				Les fonds complémentaires obtenus auprès de NZXXB pour l’ICU et la COI (service météorologique australien) ont permis de recruter l’agent chargé du PIGOOS		

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Volet : CC 3.1 – CONTRIBUTION À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS MONDIALES DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)

Stratégie : 3.1 – Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d'un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CC 3.1.1 – Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique						
CC 3.1.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage de mégawatts heures économisés et capacité de production d'énergie renouvelable installée (en mégawatts) par rapport à 2010 	<ul style="list-style-type: none"> 104 % de MWh économisés et 2008,6 MWh de capacité de production d'énergie renouvelable installée par rapport à 2010. 	50 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	38 749	46 182
	Frais de fonctionnement	151 708		11 153		
	Frais d'investissement	600		0		
	Sous-total	191 058		57 335		
Objectif de 2015 pour le volet CC 3.2.1 – Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables						
CC 3.2.1 D'ici 2015, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de cibles ou feuilles de route nationales sur les énergies renouvelables adoptées d'ici 2015 	<ul style="list-style-type: none"> Les cibles du Samoa ont été révisées (« <i>augmenter la contribution des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale de 10 % d'ici à 2016 et augmenter l'approvisionnement en énergies renouvelables de 10 % d'ici à 2016</i> »). La feuille de route énergétique de Vanuatu (VERM) a été lancée en tant qu'ébauche et attire l'attention sur la cible nationale concernant les énergies renouvelables. 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	119 602	122 845
				Frais de fonctionnement	319 496	522 356
				Frais d'investissement	600	884
				Sous-total	439 698	646 085
<i>Toutes les données financières concernant les résultats 1.3.1.1 à 1.3.4.1 doivent être examinées conjointement</i>						

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouvelles études de faisabilité réalisées d'ici 2015 	<ul style="list-style-type: none"> Les études de faisabilité suivantes, réalisées en 2012, ont permis aux pays participants d'entamer le dialogue avec les donateurs concernant une éventuelle mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> L'étude de faisabilité sur les biocarburants à Kiribati (Kiribati) a été terminée en janvier 2012 L'étude de faisabilité sur le réseau électrique photovoltaïque a été réalisée au Samoa Une étude de stabilité dynamique a été réalisée pour le compte de la <i>Niue Power Corporation</i> La production de biocarburants à partir de feuilles et palmes de cocotiers a été étudiée et donnera lieu à une étude de faisabilité sur les techniques de distillation verte. 				
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres mettant en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables grâce aux conseils du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Les 11 pays participant au PIGGAREP mettent en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables grâce aux conseils du PROE Trois pays ne participant pas au PIGGAREP ont intégré le PIGGAREP + grâce à un financement de SIDS Dock 				
	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de systèmes régionaux de gestion des projets 	<ul style="list-style-type: none"> Un modèle révisé de résumé des activités des projets élaboré à la fin de 2012 en vue de l'élaboration de ces résumés stratégiques pour 2013 et 2014 Un modèle révisé de rapport trimestriel élaboré pour améliorer les comptes rendus trimestriels Tableau des réalisations révisé pour améliorer la notification des réalisations et inclure les impacts des activités, y compris en matière de sexes/pécificités. 				
Objectif de 2015 pour le volet CC 3.3.1 – Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés						
CC 3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux inventaires de GES et d'évaluations des besoins techniques réalisés d'ici 2015 	<ul style="list-style-type: none"> Inventaires de GES actualisés pour la PNG, les Îles Salomon et Vanuatu en association avec la CPS dans le cadre du projet BizClim 	40 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	42 766	42 339
				Frais de fonctionnement	144 435	132 107
				Frais d'investissement	600	208
				Sous-total	187 801	174 654
<i>Toutes les données financières concernant les résultats 1.3.1.1 à 1.3.4.1 doivent être examinées conjointement</i>						

Programme 1 – CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CC 3.4.1 – Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone						
CC 3.4.1 D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'autorités nationales désignées créées et de projets du MDP proposés dans le cadre du mécanisme international de compensation des émissions de carbone d'ici 2015 	<ul style="list-style-type: none"> Un atelier régional sur les projets du MDP organisé au Samoa pour faire avancer les phases préliminaires des projets dans les six pays insulaires océaniques concernés (Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga et Vanuatu) 	20 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	38 749	38 126
				Frais de fonctionnement	740 635	2 847
				Frais d'investissement	600	0
	Sous-total	779 984		40 973		
<ul style="list-style-type: none"> Capacité au niveau régional pour appuyer la mise en œuvre nationale des travaux d'atténuation 	TOTAL PROGRAMME 1	<ul style="list-style-type: none"> Directives sur les actions d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA) formulées et testées aux Îles Cook, et demande de financement des actions approuvée par le registre de la CCNUCC 		Dépenses prévues	Dépenses effectives	
			1 027 545	1 121 705		
			5 130 069	4 682 162		
			27 900	17 227		
			6 185 514	5 821 094		

2. DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

- Objectifs du programme :**
- 1. Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'activités régionales en matière de conservation**
 - 2. Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région**
 - 3. Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la lutte, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte**

En 2012, la division Biodiversité et gestion écosystémique a continué de fournir une assistance technique et consultative aux Membres pour : renforcer leur capacité d'adaptation écosystémique grâce à la gestion intégrée des ressources ; gérer les facteurs de perturbation des écosystèmes ; préserver le patrimoine naturel unique du Pacifique ; renforcer la résilience et encourager une exploitation durable de ses précieuses ressources naturelles. Sur les cibles prioritaires du Plan stratégique 2011-2015 relevant de cette division, quatre ont été atteintes à 100 % et sept à 50-80 %.

L'un des faits marquants de l'année 2012 a été le lancement d'un important partenariat destiné à appuyer la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation écosystémique à Choiseul (Îles Salomon). Ce partenariat entend accroître la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles, améliorer la sécurité alimentaire et renforcer la gestion des écosystèmes naturels. Parmi les autres faits marquants de l'année, citons :

Écosystèmes insulaires et océaniques

- Participation active des pays insulaires océaniques à la 11^e Conférence des Parties à la CDB, à Hyderabad (Inde)
- Campagne « Périple océanique » menée lors de cette conférence : manifestations parallèles et stands destinés à attirer l'attention sur l'Océanie
- Réunion préparatoire à la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Ramsar organisée aux Palaos (ORM-5)
- Convention de Ramsar sur les zones humides adoptée par la République de Kiribati
- Processus de révision de la liste des zones humides d'importance nationale entamé par les Fidji
- Accord des Fidji concernant l'accueil de la 9^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées
- Lancement de la mise en œuvre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire intégrée aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu

- Évaluation rapide de la biodiversité des forêts nébuleuses du centre de Savaii (Samoa) terminée
- Mémoire d'accord entre le PROE et le Secrétariat de la CDB renouvelé
- Mémoire d'accord entre le PROE et le PNUE renouvelé
- Réunion consultative du PROE et des délégués océaniques avec la nouvelle présidente du FEM
- Projet d'adaptation écosystémique réalisé à Lami (Fidji), susceptible d'orienter la planification de l'adaptation par l'administration locale
- 22 zones clés pour la biodiversité recensées à Kiribati en association avec le ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Développement agricole (MELAD)

Espèces menacées

- Unités sous-régionales identifiées en vue de la gestion des tortues vertes après la nidification
- Plan d'action régional sur les espèces marines 2012-2017 approuvé
- Adhésion des Fidji à la Convention sur les espèces migratrices
- Signature par les États-Unis (15^e pays signataire) du mémorandum d'entente des îles du Pacifique sur les cétacés.

Espèces envahissantes

- Lancement du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes (3,5 millions de dollars É.-U.) visant 10 pays
- Espèces envahissantes évoquées dans le communiqué de la 43^e réunion des dirigeants du Forum
- Troisième réunion du Réseau pédagogique océanique sur les espèces envahissantes organisée sur l'île de Kiritimati
- Adhésion de Wallis et Futuna au PILN
- Projet du CEPF mené à bien dans les îles de la Ligne
- Formation sur l'impact économique des espèces envahissantes suivie par 26 participants de six pays.

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Volet : BEM 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES

Stratégie : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 1.1 – Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'activités régionales en matière de conservation						
BEM 1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutant leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (ou leurs équivalents).	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant mis en œuvre leur PANSB ou un programme équivalent 	<ul style="list-style-type: none"> Deuxième atelier de renforcement des capacités sur les PANSB organisé en Nouvelle-Zélande en collaboration avec le Secrétariat de la CDB et suivi par 12 pays insulaires océaniques Réunion entre 12 délégués océaniques, le PROE et la nouvelle présidente du FEM organisée en marge de la 11^e CdP à la CDB Nouveau mémorandum d'accord signé avec le Secrétariat de la CDB sur les domaines de collaboration prioritaires dans le Pacifique Nouveau mémorandum d'accord signé avec le PNUE pour renforcer la collaboration sur les domaines prioritaires d'intérêt commun Notes d'information préparées pour aider les pays insulaires océaniques participant aux 15^e et 16^e réunions de l'OSASTT de la CDB Réunion organisée pour préparer les pays insulaires océaniques à la 11^e CdP à la CDB. Réunion suivie par 46 représentants des pays insulaires océaniques, de la Nouvelle-Zélande, du PNUE, du Secrétariat de la CDB, des ONG et du Secrétariat du Forum. Résultat : questions prioritaires pour l'Océanie définies pour la 11^e CdP, campagne de sensibilisation et stratégie de mobilisation. Dossier océanique, passeport pour la CdP (guide des principaux enjeux), supports promotionnels et informations largement utilisés par les pays insulaires océaniques pendant la 11^e CdP à la CDB. Participation active à la 11^e CdP : interventions en séance plénière, manifestations parallèles et autres manifestations organisées pour les délégués océaniques. Accord signé avec le Secrétariat de la CDB en vue de la mise en œuvre dans le Pacifique des activités du Programme de travail sur les aires protégées (PoWPA) grâce à un financement de 35 000 dollars É.-U. Formation organisée pour le Samoa et Nauru concernant les normes ouvertes et la conservation. 	100 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	70 800	77 888
				Frais de fonctionnement	36 768	409 942
				Frais d'investissement	1 100	545
				Sous-total	108 669	488 375
Les fonds complémentaires obtenus tout au long de l'année auprès de l'ICCAI ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget						

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
					Dépenses prévues	Dépenses effectives
BEM 1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB).	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées 	<ul style="list-style-type: none"> Collaboration avec les partenaires du CORP par le biais du Groupe de travail du secteur marin, pour poursuivre la mise en œuvre du cadre Paysage océanique, y compris l'obtention d'un financement d'amorçage de 20 000 dollars É.-U. pour les réseaux d'aires marines protégées. Participation aux réseaux sur le suivi et la protection des récifs coralliens, notamment à l'Initiative internationale pour les récifs coralliens et à l'Équipe spéciale des États-Unis chargée des récifs coralliens, pour développer la coopération en faveur de la région. Obtention d'un financement de l'UE (500 000 euros) en faveur du projet PACIOCEA, une initiative régionale menée avec l'agence des aires marines protégées de la Nouvelle-Calédonie, pour élaborer des approches océaniques de l'aménagement de l'espace maritime, dans les ÉTIO polynésiens et mélanésiens. Obtention, avec l'UICN et la GIZ, d'un financement pour le projet de gestion de la biodiversité marine et côtière dans les pays insulaires et les atolls océaniques (MACBIO) auprès du ministère allemand de l'Environnement (BMU). Le financement attribué au PROE (540 000 euros) permettra de fournir une assistance aux Fidji, aux Îles Salomon, à Kiribati, aux Tonga et à Vanuatu pendant cinq ans. Mise en œuvre du projet d'adaptation écosystémique financé par l'USAID à Choiseul : besoins recensés en matière de planification et de gestion de la conservation et évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation dans 26 villages de la province de Choiseul (Îles Salomon). Cadre conceptuel élaboré avec le Samoa en vue de l'évaluation du rapport sur l'état de l'environnement, diffusé aux responsables et au public sous forme de brochure. 	<p style="text-align: center;">10 %</p> <p>[Note : dépend des résultats de l'étude sur l'état de la conservation en Océanie, devant être terminée en janvier 2014. Concernant le PoWPA, 10 pays insulaires océaniques sur les 14 Parties à la CDB ont achevé leurs plans d'action]</p>			
				Frais de personnel	165 986	279 025
				Frais de fonctionnement	704 657	261 563
				Frais d'investissement	4 000	2 058
				Sous-total	874 643	542 646
				<p><i>Mise en œuvre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique retardée jusqu'au deuxième semestre</i></p>		

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
		<ul style="list-style-type: none"> • Mémoire d'accord élaboré avec le gouvernement des îles Cook, <i>Conservation International</i>, l'Union internationale pour la conservation de la nature, l'Institut des sciences de la mer de l'Université de Californie Santa Barbara et le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du PNUE pour contribuer à la création et à l'aménagement continu du parc marin des îles Cook. • 22 zones clés pour la biodiversité recensées à Kiribati en association avec le MELAD, les plus importantes étant : Abaiang, Rawaki et Kiritimati. • Planification de la conservation réalisée aux îles Gilbert (Kiribati) avec les administrations des îles et les services des pêches, des terres, des forêts et de l'environnement, pour identifier les importants sites de diversité biologique. • Réunions de lancement du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire intégrée organisées aux îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu. • Évaluation rapide de la biodiversité des forêts nébuleuses réalisée à Savaii (Samoa) en partenariat avec le ministère samoan de l'Environnement, les ministères néo-zélandais de la Défense et de la Conservation et <i>Conservation International</i> grâce à un financement du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques. Des informations stratégiques ont été collectées et de nouvelles espèces identifiées, et le tout a été consigné dans le rapport BIORAP, des DVD et des affiches. 				
BEM 1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de Membres gérant une aire marine protégée 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur la gestion du milieu marin dans 10 pays membres du PROE, intitulé <i>Good Coastal management practices in the Pacific – experiences from the field</i>, publié. • Zones clés pour la biodiversité recensées à Kiribati en association avec le MELAD. • Planification de la conservation réalisée dans l'archipel des Gilbert (Kiribati) avec les administrations des îles et les services des pêches, des terres, des forêts et de l'environnement, pour identifier les importants sites de diversité biologique. • Base de données actualisée à partir d'informations recueillies auprès des pays. 	55 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	13 714	14 289
				Frais de fonctionnement	2 558	66 014
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	16 273	80 303
<i>Les données financières concernant ce résultat doivent être lues en parallèle avec celles concernant le résultat 2.1.1.2</i>						

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
					Dépenses prévues	Dépenses effectives
BEM 1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage océanique pleinement opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles 	<ul style="list-style-type: none"> Participation active avec la Banque mondiale et le Partenariat mondial pour les océans à l'élaboration d'une stratégie d'investissement pour l'océan Pacifique, alignée sur le cadre Paysage océanique. Collaboration avec DSEWPac, CSIRO (Australie) et le Groupe de travail du secteur marin à l'élaboration de propositions concernant un plan de renforcement des capacités et de soutien technique sur l'aménagement de l'espace maritime. 	20 %			
				Frais de personnel	14 840	15 419
				Frais de fonctionnement	2 773	28 008
				Frais d'investissement	0	625
				Sous-total	17 613	44 052
				<i>Les fonds complémentaires de la Convention de Nouméa ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>		
BEM 1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays insulaires océaniques ayant ratifié la Convention de Ramsar 	<ul style="list-style-type: none"> Les Îles Salomon, les ÉFM et Nauru ont été contactés en 2012 pour les inciter à ratifier la Convention de Ramsar. Réponses positives reçues et préparations de Nauru prévues pour début 2013. Les Tonga et Kiribati ont reçu une assistance pour terminer leurs préparations en vue la ratification de la Convention de Ramsar. Le gouvernement de Kiribati a approuvé la ratification de la Convention de Ramsar en novembre 2012. La cinquième réunion océanique sur la Convention de Ramsar, organisée à Koror (Palaos) du 26 au 30 mars 2012, a attiré 30 représentants des ÉTIO et des partenaires régionaux et internationaux. Le dossier régional a été préparé et diffusé aux Parties océaniques le 21 juin 2012, soit 2 semaines avant l'ouverture officielle de la 11^e CdP. Une assistance technique a été apportée aux Parties contractantes océaniques présentes à la CdP ; elle comprenait des réunions régionales quotidiennes pour examiner les enjeux et positions. Les Palaos, les Fidji et le Samoa ont reçu une assistance pour les aider à réviser leurs informations et cartes sur leurs sites Ramsar. Le Samoa a soumis des fiches d'information et des cartes au Secrétariat de la Convention de Ramsar. Une assistance technique a été apportée au Samoa pour planifier les activités et des financements ont été fournis pour les mener à bien. La Journée mondiale des zones humides a été célébrée au Samoa. 	50 %			
				Frais de personnel	50 859	53 513
				Frais de fonctionnement	117 388	53 596
				Frais d'investissement	300	0
				Sous-total	168 546	107 109
				<i>Les fonds attendus de la Convention de Ramsar ne se sont pas matérialisés</i>		

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
		<ul style="list-style-type: none"> Des boîtes à outils sur l'utilisation rationnelle de la Convention de Ramsar, des affiches et des fiches d'information du PROE sur les zones humides ont été distribuées à diverses occasions en 2012. Nouveau mémorandum de coopération PROE-Ramsar 2012-2015 signé en novembre 2012, plan de travail associé achevé. Assistance fournie aux Fidji, à Kiribati et au Samoa en vue de la préparation de leurs rapports sur les projets financés par le Fonds Ramsar de petites subventions. La création de comités nationaux sur les zones humides, requise au titre de la Convention, a été abordée avec les Parties océaniques en 2012. À ce jour, seules les Fidji se sont dotées d'un comité directeur national sur les zones humides. Activité reportée jusqu'en 2013. 				
BEM 1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	<ul style="list-style-type: none"> Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides 	<ul style="list-style-type: none"> Le Plan d'action régional pour les zones humides a été diffusé lors de diverses manifestations/réunions organisées en 2012 : ORM-5, 11^e CdP à la Convention de Ramsar, Comité directeur national des Fidji sur les zones humides (NWSC). Un petit groupe de Parties contractantes à la Convention de Ramsar, dont les Fidji et l'Australie, ainsi que le Secrétariat de la Convention et le PROE sont convenus de suivre la mise en œuvre du Plan d'action régional. Deux propositions de projets ont été arrêtées avec les ÉTIO lors de la réunion préparatoire (ORM-5) de mars 2012 pour faire avancer les actions prioritaires du Plan d'action. Il a été convenu de confier l'élaboration de ces propositions aux Fidji, aux Palaos, aux Îles Marshall et à la PNG. Participation minimale aux activités MESCAL/PMI en 2012. Des financements ont toutefois été obtenus auprès de l'ICCAI pour mettre en œuvre un projet de réhabilitation et de replantation de mangroves sur les atolls de Namdrik et Jaluit (Îles Marshall). Base de données sur les mangroves opérationnelle et données des Tonga issues des enquêtes MESCAL réalisées en septembre 2012 saisies dans la base. L'utilisation de la base de données sera promue auprès des autres pays participant au projet MESCAL début 2013. 	45 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	50 859	53 397
				Frais de fonctionnement	7 253	45 192
				Frais d'investissement	0	545
				Sous-total	58 113	99 133
				<i>Des fonds de l'ICCAI (34 000 \$) ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>		

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 1.2 – Adaptation écosystémique largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique						
BEM 1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques et récapitulatifs préparés concernant l'analyse coûts-avantages des options d'adaptation écosystémique et technique réalisée à Lami Town (Fidji). Assistance technique fournie pour planifier les mesures d'adaptation, qui se sont soldées par des plantations de mangroves et la restauration du couvert végétal des rives à Lami Town (Fidji). Évaluation des vulnérabilités réalisée dans 26 villages de la province de Choiseul (Îles Salomon) en vue de la planification détaillée de l'adaptation. Affiche sur la vulnérabilité préparée pour la province de Choiseul, pour attirer l'attention des décideurs locaux, provinciaux et nationaux sur les besoins d'adaptation. Classement des sites par ordre de priorité et consultations entamées en vue des actions d'adaptation écosystémique des côtes sableuses du Samoa. 	40 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	56 681	187 586
				Frais de fonctionnement	55 380	129 863
				Frais d'investissement	0	4 070
				Sous-total	112 061	321 519
				<i>Les fonds complémentaires reçus de l'USAID ont permis de financer 2 postes qui ont contribué à ce résultat</i>		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 1.3 – Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales						
BEM 1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none"> Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> Note conceptuelle de la 9^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées approuvée par la 23^e Conférence du PROE. Poursuite des préparations de la 9^e Conférence. Coordinateur de la Conférence recruté par le biais du programme de volontaires de NZ. Ordre du jour de la Conférence distribué à tous les Membres. Affiche et logo présentés à la 11^e CdP à la CDB à Hyderabad (Inde). Révision de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature et les aires protégées 2008-2012 entamée. Réunion annuelle de la Table ronde pour la conservation de la nature organisée. 	25 % [Note : Seul le groupe de travail sur les espèces envahissantes est pleinement opérationnel. Les autres groupes (aires protégées, espèces menacées, suivi de la stratégie d'action) procèdent au renforcement de leurs activités en vue de la 9 ^e Conférence]		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	31 360	33 709
				Frais de fonctionnement	24 888	19 602
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	56 248	53 312

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 1.4 – Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports						
BEM 1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'AME dont les exigences en matière de rapports ont été modifiées pour les Membres océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Cadre conceptuel élaboré, et consigné dans un document pour susciter la participation des parties prenantes et des Membres, concernant la simplification des rapports en Océanie, en association avec le Secrétariat du Forum, le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), le Haut Commissariat aux droits de l'homme, le réseau pour l'intégration et l'application du Centre de sciences de l'environnement de l'université du Maryland et le Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO) Assistance technique fournie aux Fidji en vue de l'élaboration d'une stratégie intégrée de financement de la gestion durable des terres. 	<p style="text-align: center;">0 %</p> <p>[Note : Le groupe de liaison sur les conventions liées à la biodiversité (CDB, CITES, CMS, Ramsar, Patrimoine mondial et Traité international sur les ressources phytogénétiques) a adopté un mode de fonctionnement. Il est entre autres chargé de poursuivre l'examen de l'harmonisation des rapports nationaux]</p>		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	22 517	24 325
				Frais de fonctionnement	11 908	21 466
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	34 424	45 790
<i>Les fonds complémentaires obtenus des AME ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>						
Objectif de 2015 pour le volet BEM 1.5 – Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question						
BEM 1.5.1 Recensement du nombre d'aires d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'aires d'importance écologique ou biologique (AIEB) recensées 	<ul style="list-style-type: none"> Collaboration avec le Secrétariat de la CDB et les services australiens SEWPaC et CSIRO à la définition de résultats et d'un mécanisme permettant d'utiliser la synthèse des données du processus sur les AIEB dans la prise de décision nationale et régionale. Élaboration d'une proposition soumise à l'AusAID et conception d'un processus de mise en œuvre concernant l'aménagement de l'espace maritime aux niveaux national et régional, y compris une nouvelle évaluation régionale des AIEB. 	<p style="text-align: center;">100 %</p> <p>[mais les activités se poursuivent]</p>		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	27 656	28 840
				Frais de fonctionnement	4 780	19 269
				Frais d'investissement	0	251
				Sous-total	32 435	48 360
<i>Les fonds de la Convention de Nouméa ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>						

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Volet : BEM 2 – ESPÈCES MENACÉES ET MIGRATRICES

Stratégie : Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 2.1 – Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région						
BEM 2.1.1 D'ici 2012, révision et actualisation du Plan d'action régional sur les espèces marines	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant mis en œuvre leur PANSB ou un programme équivalent 	<ul style="list-style-type: none"> Réunion organisée avec succès en mars 2012 et reste du financement obtenu auprès de la CITES, de la CMS, du CEPF, de <i>Whale and Dolphin Conservation</i> (WDC) et de WWF. Rapport de l'atelier rédigé et diffusé. 18 Membres du PROE et 13 organisations partenaires étaient représentés à cette réunion. Un nouveau Plan d'action sur les requins a également été élaboré. Le Plan d'action sur les espèces marines 2013-2017 a été approuvé par la 23^e Conférence du PROE. Versions papier et électronique disponibles en anglais et en français et distribuées aux pays et territoires. 	100 % [mais les activités se poursuivent]		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	5 149	5 480
				Frais de fonctionnement	91 630	103 827
				Frais d'investissement	0	1 090
				Sous-total	96 779	110 397
<i>Les fonds complémentaires obtenus du PNUE et de l'USAID ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>						
BEM 2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d'entente	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays insulaires supplémentaires ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d'entente 	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement fidjien a approuvé l'adhésion à la CMS en septembre 2012. Vanuatu a décidé en septembre 2012 de signer le mémorandum d'entente de la CMS sur les requins. (Les États-Unis sont devenus le 15^e signataire du mémorandum d'entente des îles du Pacifique sur les cétacés). Missions dans les pays et soutien technique (p. ex. résumé du mémorandum d'entente sur les requins ; rédaction du document destiné au gouvernement fidjien ; document sur l'intégration du TMS dans les PANSB) apporté aux Fidji, aux Tonga, à Vanuatu et au Samoa concernant l'adhésion. Autres supports de sensibilisation : Fiche d'information « La CMS dans le Pacifique » préparée avec le soutien du projet ACP-AME, disponible aux formats papier et électronique ; exposé présenté à la réunion d'examen des PANSB (août 2012) ; contribution au document préparé pour la Conférence du PROE. Soutien financier obtenu de la CMS (Convention et mémorandum d'entente sur les dugongs) en vue de la révision des Plans d'action sur les espèces marines. Participation du coordinateur du mémorandum d'entente de la CMS sur les dugongs à l'élaboration du Plan d'action pour le dugong et éléments de la CMS intégrés dans tous les plans d'action. Tenue de la 3^e réunion des signataires du mémorandum d'entente des îles du Pacifique sur les cétacés, à laquelle ont participé 8 signataires, 3 organisations collaboratrices et 2 observateurs (États-Unis et CBI). 	40 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	9 726	2 177
				Frais de fonctionnement	15 308	26 197
				Frais d'investissement	1 000	3 937
				Sous-total	26 033	32 312
<i>Les fonds complémentaires obtenus auprès de AUXB ont couvert les frais de fonctionnement de l'agent océanien chargé de la CMS</i>						

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
		<ul style="list-style-type: none"> Soutien fourni à Vanuatu en vue de la 2^e réunion des signataires du mémorandum d'entente sur les dugongs. Engagement reçu de la CMS concernant un financement complémentaire de 70 000 dollars É.-U. destiné à couvrir la deuxième année de l'agent océanien chargé de la CMS. 				
Objectif de 2015 pour le volet BEM 2.2 – Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents						
BEM 2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces 	<ul style="list-style-type: none"> Atelier de la CITES sur le renforcement des capacités organisé à Nadi avant la révision des Plans d'action sur les espèces marines. Participation de 16 ÉTIO (20 participants), d'un Membre métropolitain du PROE (Australie), de deux ONG/OIG, du PROE et de la CITES en tant que coorganisateurs. Les signataires du mémorandum d'entente des îles du Pacifique sur les cétacés ont adopté, lors de la réunion de septembre, le Plan d'action sur les baleines et les dauphins 2013-2017 comme nouveau plan d'action du mémorandum d'entente. Révision effectuée et plan de travail conjoint PROE/CMS prévoyant des activités destinées à améliorer la mise en œuvre du mémorandum de coopération. 	40 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	43 868	47 371
				Frais de fonctionnement	33 050	25 466
				Frais d'investissement	500	0
				Sous-total	77 418	72 837
BEM 2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de plans de reconstitution des espèces mis en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien technique et financier fourni aux Fidji en vue de la révision de leur plan de rétablissement des tortues de mer et du plan de gestion de leur sanctuaire baleinier. Soutien technique fourni aux Îles Salomon en vue de l'élaboration de leur plan de gestion des dauphins (préparation de l'ébauche de plan et proposition de participation au comité de rédaction). Processus entamé aux Tonga en vue de la mise en œuvre du projet de suivi communautaire des tortues (ministère néo-zélandais de l'Environnement). Administration de quatre listes de diffusion : cétacés (84 membres), tortues (89 membres), dauphins (46 membres), dugongs (23 membres), TREDIS (50 membres). Enquêtes préliminaires réalisées aux Tonga sur le mégapode dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire intégrée. Ces travaux contribueront à la révision du plan de rétablissement des mégapodes. 	40 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	35 302	38 461
				Frais de fonctionnement	38 468	5 567
				Frais d'investissement	500	0
				Sous-total	74 269	44 028
				<i>Retard dans la mise en œuvre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité</i>		
BEM 2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de textes législatifs nouveaux ou actualisés mis en œuvre sur les espèces sauvages 	<ul style="list-style-type: none"> Début de la révision de la législation des Tonga sur l'observation des baleines. Soutien technique et financier fourni aux Fidji en vue de la rédaction du plan de gestion et de la législation concernant leur sanctuaire baleinier. 	40 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	15 369	15 758
				Frais de fonctionnement	52 250	1 897
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	67 619	17 655
				<i>Les fonds attendus (48 400 \$) ne se sont pas matérialisés</i>		

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 2.3 – Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDS) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional						
BEM 2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDS	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres utilisant la base de données TREDS 	<ul style="list-style-type: none"> Formation à TREDS dispensée à l'association des descendants de Tetepare (TDA) aux Îles Salomon, à Wan Smolbag (WSB) à Vanuatu et au ministère des Ressources marines et fauniques (DMWR) des Samoa américaines. Installation de TREDS aux Samoa américaines (DMWR), à Kiribati (ministère de l'Environnement) et en PNG (ministère de l'Environnement et de la Conservation). Assistance technique apportée aux Îles Cook et aux Îles Mariannes du Nord. Demande de financement soumise sans succès au Fonds de conservation des espèces Mohamed bin Zayed. Achat de 5000 bagues en Inconel et 4000 bagues en titane grâce au concours financier de l'AusAID. Inventaire des bagues du PROE actualisé. Enregistrements actualisés utilisés dans les exposés de sensibilisation présentés par l'équipe du TMS. Tee-shirts « Tag Recovery » imprimés pour inciter les gens à récupérer les bagues en vue de la mise à jour de TREDS. Autres supports de sensibilisation distribués (affiches, fiches d'information) à Vanuatu, aux Tonga, aux Îles Salomon, à Tuvalu et aux Fidji. Rapports uniquement analysés et préparés pour les pays ou projets qui envoient des données. À ce jour, les rapports sont terminés pour les Mariannes du Nord et en cours de rédaction pour les ÉFM et Vanuatu tandis que l'analyse se poursuit pour la Polynésie française, les Fidji, les Palaos et les Îles Salomon. Les questionnaires d'évaluation de TREDS complétés par les pays ont été reçus. Une aide sur les fonctionnalités de la base de données a été fournie aux Îles Cook. Le rapport sur les fonctionnalités de la base de données a été rédigé et attend l'inclusion des observations des pays. Le PROE a été représenté à la conférence de la <i>Society of Conservation Biology</i> et a présenté un exposé et une carte sur la migration des tortues vertes dans la région. Cet exposé attirait l'attention sur l'identification de potentielles unités sous-régionales de gestion de cette espèce qui pourraient sensiblement améliorer les efforts de conservation. 	50 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	71 095	79 635
				Frais de fonctionnement	40 673	53 320
				Frais d'investissement	0	710
				Sous-total	111 768	133 665
<p><i>Des fonds complémentaires ont été obtenus de AUXB pour le poste de Responsable adjoint de la base de données sur les tortues</i></p>						

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 2.4 – Statut des espèces menacées et en voie de disparition suivi en continu et actualisé dans le cadre de la surveillance régionale de la biodiversité						
BEM 2.4.1 D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces 	<ul style="list-style-type: none"> Consultation des parties prenantes effectuée pour constituer des réseaux de suivi communautaire des tortues aux Fidji et aux Tonga. Atelier de formation communautaire prévu aux Fidji en décembre – reporté à 2013 suite au décès inopiné du Conseiller sur les espèces marines. Les dispositions prises concernant les échanges entre observateurs des Fidji, des Tonga et de Vanuatu ont été reportées à 2014. Fonds engagés pour réaliser l'enquête nationale sur les dugongs à Vanuatu. Cette activité n'a pu être menée à bien à cause de problèmes de calendrier. Activité reportée à 2013. Formation sur les échouages organisée pour les Fidji en partenariat avec la NOAA et l'Université d'Hawaï. Formation pour Vanuatu et les Tonga prévue pour 2013. Appui technique fourni en vue de l'élaboration du plan de gestion des dauphins aux Îles Salomon, de la législation sur l'observation des baleines aux Tonga, du plan de gestion du sanctuaire baleinier aux Fidji et du processus de mémorandum d'entente de la CMS sur les dauphins à Vanuatu et au Samoa. Assistance technique apportée aux Îles Cook en vue de l'installation d'un panneau « Plage de nidification protégée » à Mauke. Tableau d'alerte concernant les subventions distribué aux réseaux sur les espèces, y compris les correspondants de la CMS. L'objectif est d'encourager l'élaboration de propositions au niveau national. Tableau distribué tous les trimestres ; une demande d'assistance reçue de la PNG. Programme de microfinancements de la CMS distribué au Samoa, qui est une Partie susceptible d'en bénéficier. Aucune demande n'a été soumise par la région. 	10 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	83 607	84 075
				Frais de fonctionnement	19 938	39 632
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	103 544	123 708
<i>Les fonds complémentaires obtenus auprès de NZXB ont été affectés à ce résultat</i>						

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 2.5 – Les pays insulaires océaniques qui ne l'ont pas encore fait ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de ces espèces, reçoivent une formation appropriée et élaborent des lois modèles						
BEM 2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux Membres ayant ratifié la Convention CITES 	<ul style="list-style-type: none"> Communication facilitée entre les Îles Marshall et la CITES concernant l'adhésion à cette convention. Lettre conjointe du PROE et de la CITES au gouvernement australien sollicitant le financement d'un poste concernant la CITES. Cette demande n'a pas abouti à ce jour mais les efforts se poursuivent. 	15 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	12 883	13 105
				Frais de fonctionnement	2 558	1 848
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	15 441	14 953
BEM 2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'agents formés pour mettre en œuvre l'article 4 de la CITES 	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique fourni à l'atelier de la CITES sur le renforcement des capacités organisé à Nadi avant la révision des Plans d'action sur les espèces marines. Participation de 16 ÉTIO (20 participants), de l'Australie, de 2 ONG/OIG, du PROE et de la CITES en tant que coorganisateur. 	15 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	4 317	4 195
				Frais de fonctionnement	550	677
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	4 867	4 872
BEM 2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement du modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines 	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique proposé aux Îles Salomon en vue de l'élaboration de leur plan de gestion des dauphins dans le contexte du problème du commerce des espèces vivantes et des implications pour la CITES. 	15 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	5 475	5 479
				Frais de fonctionnement	550	677
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	6 025	6 156

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Volet : BEM 3 – ESPÈCES ENVAHISSANTES

STRATÉGIE : Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d'autres organisations régionales

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 3.1 – Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la lutte, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte						
BEM 3.1.1 D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement de l'analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> Réunion annuelle du PIP organisée – plan d'action élaboré pour 2012-2013. Dans le cadre du Plan d'action du PIP : Collaboration avec PII et BirdLife sur le dossier concernant les dirigeants des pays membres du Forum des Îles du Pacifique ; avec le Groupe de spécialistes des espèces envahissantes de l'UICN et les autres membres du PIP pour aider les Parties océaniques présentes à la 11^e CdP à Hyderabad (Inde) grâce à l'élaboration d'un dossier sur les espèces envahissantes ; avec la CPS concernant la formation sur l'inventaire des espèces envahissantes du CABI. Analyse des lacunes reportée à 2013 – poste de Spécialiste des espèces envahissantes vacant. Plan d'action annuel du PIP terminé pour 2012-2013. Assistance fournie à PII et au ministère néo-zélandais de l'Environnement en vue de la préparation de supports pédagogiques et d'appui technique concernant le cours de planification et de gestion des plantes adventices. Organisation et distribution d'enquêtes sur les espèces envahissantes aux Îles Marshall ; autres enquêtes reportées à 2013 en raison du retard du projet de l'Alliance FEM-Pacifique. Stratégie de renforcement des capacités en cours d'élaboration avec un consultant engagé à cette fin. 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	47 200	50 423
				Frais de fonctionnement	127 348	239 876
				Frais d'investissement	500	1 630
				Sous-total	175 048	291 928
<i>Les données financières doivent être lues en parallèle avec celles concernant les résultats 2.3.1.2, 2.3.1.3 et 2.3.6.1 (retard dans la mise en œuvre du projet)</i>						
BEM 3.1.2 D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres s'étant dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes 	<ul style="list-style-type: none"> Plan d'action élaboré pour les Fidji et en cours de rédaction pour Kosrae. Plan d'action des Palaos reporté à 2013 compte tenu de l'absence de coordinateur palaosien avant la fin décembre ; Plan d'action des Palaos sur les espèces exotiques envahissantes prévu pour mars 2013. Autres plans d'action retardés par la mise en œuvre tardive du projet de l'Alliance FEM-Pacifique. Nioué, Tonga, Kiribati, Vanuatu prévus pour 2013. Plan stratégique sur les espèces envahissantes révisé pour Kosrae et nouveau texte proposé. 	20 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	39 792	38 823
				Frais de fonctionnement	230 120	88 424
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	269 912	127 246
<i>Les données financières doivent être lues en parallèle avec celles concernant les résultats 2.3.1.1, 2.3.1.3 et 2.3.6.1 (retard dans la mise en œuvre du projet)</i>						

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
					Dépenses prévues	Dépenses effectives
BEM 3.1.3 D'ici 2015, adoption par cinq Membres insulaires de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres insulaires utilisant l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des risques liés aux plantes adventices entamée et incluse dans le cours sur la gestion des plantes adventices envahissantes dans le Pacifique. Ce travail se poursuivra en 2013. Planification de l'évaluation des risques entamée dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique (Tonga, Nioué) et devant se poursuivre en 2013. Assistance technique fournie dans le cadre du projet du CEPF sur les îles de la Ligne, qui vise l'amélioration des mesures de quarantaine à Kiribati, lesquelles seront renforcées en 2013 grâce aux activités du projet de l'Alliance FEM-Pacifique. 	20 %			
				Frais de personnel	38 634	37 547
				Frais de fonctionnement	170 500	82 828
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	209 134	120 374
<i>Les données financières doivent être lues en parallèle avec celles concernant les résultats 2.3.1.1, 2.3.1.2 et 2.3.6.1 (retard dans la mise en œuvre du projet)</i>						
Objectif de 2015 pour le volet BEM 3.2 – Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents						
BEM 3.2.1 D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniques seront membres du PILN	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres devenus membres du PILN 	<ul style="list-style-type: none"> Réunion du PILN tenue sur l'île de Kiritimatî et suivie par les 14 équipes du PILN et trois pays qui envisagent de créer leur propre équipe (Vanuatu, PNG et Îles Salomon). 	66 %			
				Frais de personnel	9 725	10 378
				Frais de fonctionnement	114 208	178 190
				Frais d'investissement	0	545
				Sous-total	123 933	189 112
<i>Les fonds complémentaires de CABI, Conservation International et l'AFD ont permis de financer des activités non prévues au budget</i>						
Objectif de 2015 pour le volet BEM 3.3 – Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes de marketing social						
BEM 3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie de communication du PIP achevée. Note d'information préparée à l'intention des dirigeants des îles du Pacifique présents à la 43^e réunion aux Îles Cook. Campagne de sensibilisation menée par plusieurs équipes du PILN. Travaux de l'équipe de Kosrae chargée des espèces envahissantes axés sur l'escargot géant d'Afrique, la mouche blanche et l'étoile de mer épineuse. Campagne menée au Samoa pour sensibiliser le public à la lutte contre les mainates. Campagne menée aux Fidji sur l'iguane vert. Les Samoa américaines ont axé leurs actions sur la menace liée de <i>Falcataria moluccana</i>. Guam a poursuivi ses travaux sur le serpent brun arboricole, la fourmi électrique et le rhinocéros du cocotier. Le Conseil régional micronésien sur les espèces envahissantes s'est concentré sur des activités de sensibilisation du public, dont un calendrier sur les espèces envahissantes. 	40 %			
				Frais de personnel	63 046	63 020
				Frais de fonctionnement	77 908	49 842
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	140 954	112 863
<i>Retard dans la mise en œuvre du projet FEM-PNUE</i>						

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 3.4 – Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes						
BEM 3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces	<ul style="list-style-type: none"> Étude pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes menée à bien 	<ul style="list-style-type: none"> Formation sur l'impact économique des espèces envahissantes suivie par 26 participants de six pays ; les pays appliquent désormais leurs acquis pour réaliser leur propre évaluation. Les Fidji ont réalisé cinq études de cas sur les espèces suivantes : le tulipier du Gabon, la petite mangouste indienne, les papuana, le bulbul à ventre rouge et la liane merremia. 	100 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	32 526	29 631
				Frais de fonctionnement	5 308	7 944
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	37 834	37 576
BEM 3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés	<ul style="list-style-type: none"> Campagne de marketing social sur les espèces envahissantes menée à bien 	<ul style="list-style-type: none"> Le projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces exotiques envahissantes, exécuté par le Service national de l'environnement des Îles Cook, a entamé la planification d'une campagne de sensibilisation télévisuelle en coopération avec le ministère de l'Agriculture. Les campagnes de marketing social se sont axées sur la sensibilisation aux espèces envahissantes (Guam) et l'arrachage des arbres envahissants dans une zone humide (Mariannes du Nord). Collaboration avec PII et BirdLife dans le cadre de la préparation du dossier destiné aux dirigeants des pays membres du Forum des Îles du Pacifique. 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	6 307	6 662
				Frais de fonctionnement	0	660
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	6 307	7 323
Objectif de 2015 pour le volet BEM 3.5 – Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région						
BEM 3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none"> Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes 	<ul style="list-style-type: none"> Plan de travail de l'Alliance FEM-Pacifique intégré avec le plan de travail du PIP 2012-2013 pour mieux orienter l'appui technique fourni aux pays participants. Informations sur les espèces envahissantes disséminées par le biais du bulletin <i>PILN Soundbites</i> avec des contributions de PII, de BirdLife, du GLISPA, de <i>Island Conservation</i>, etc. Adhésion de Wallis et Futuna au PILN – les discussions se poursuivent avec les autres pays. Discussions menées avec des organisations établies en Australie susceptibles d'adhérer au PIP. Ce travail permettra d'intensifier les efforts du PIP visant les Îles Salomon, Vanuatu et la PNG. Exposés sur les espèces envahissantes présentés à différentes instances, notamment la réunion de révision des PANSB avec le Secrétariat de la CDB et le Conseil de l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique. 	30 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	22 972	24 786
				Frais de fonctionnement	2 058	54 683
				Frais d'investissement	500	0
				Sous-total	25 530	79 469
				Les fonds complémentaires reçus de Conservation International et des fonds non utilisés provenant d'autres sources ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget		

Programme 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet BEM 3.6 – Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région						
BEM 3.6.1 D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication mis en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Éradication des mammifères (rats et chats) sur les îles de la Ligne et à Kiribati dans le cadre du projet du CEPF. Nouvelle campagne d'éradication de plantes envahissantes (<i>Chromolaena</i> et <i>Mikania</i>) menée aux Îles Marshall. Assistance fournie aux Palaos et aux ÉFM dans le cadre de projets de lutte biologique contre <i>Mikania</i>, avec le concours de <i>Queensland Biosecurity</i>. Assistance technique fournie en vue de la restauration de motus et d'îlots des îles de la Ligne et du rétablissement du Mt Vaea, en association avec PII, NZMFAT et MNRE. Campagnes d'éradication menées à bien par le PIP à Palmyra (îles de la Ligne) et Monoriki (Fidji). Soutien technique fourni pour tester l'efficacité de différents pièges à oiseaux envahissants aux Palaos et au Samoa. 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	32 257	33 767
				Frais de fonctionnement	351 808	30 569
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	384 065	64 336
TOTAL PROGRAMME 2				Dépenses prévues	Dépenses effectives	
			Frais de personnel	1 084 525	1 358 763	
			Frais de fonctionnement	2 342 576	2 046 640	
			Frais d'investissement	8 400	16 006	
			TOTAL	3 435 501	3 421 409	

3. DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

Objectif du programme : D'ici 2015, tous les Membres seront dotés de politiques, stratégies et plans de gestion des déchets et de lutte contre la pollution, pour minimiser la pollution terrestre, atmosphérique et marine, les déchets dangereux et solides et d'autres sources de pollution d'origine terrestre

En 2012, la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution a continué de fournir une assistance technique et consultative aux Membres du PROE pour les aider à renforcer la gestion intégrée des déchets et à promouvoir l'amélioration de la gestion des déchets dangereux et de la pollution marine. L'année 2012 a notamment été marquée par la célébration de la campagne Pacifique propre, qui a apporté une assistance visant à améliorer la gestion des déchets au niveau communautaire. Parmi les autres faits marquants de l'année, citons :

Gestion des déchets solides

- Élaboration et révision de stratégies de gestion des déchets solides pour les Palaos et les Îles Marshall
- Formation générale dispensée à des « promoteurs » de la gestion des déchets solides issus de neuf pays dans le cadre de la campagne Pacifique propre de 2012
- Directives publiées pour faciliter l'organisation de grandes manifestations « vertes » et publication de quatre fiches d'information sur les méthodes de gestion des déchets
- Élaboration d'un programme régional de formation des formateurs en gestion des déchets solides
- Publication et diffusion du bulletin électronique *Pacific WasteLine*
- Lancement aux Fidji d'un projet visant la protection d'une décharge contre les aléas du climat.

Gestion des déchets dangereux

- Polluants organiques persistants éliminés des sites contaminés au Samoa et exportés en vue de leur élimination en toute sécurité
- Organisation de la 6^e Conférence des Parties à la Convention de Waigani
- Élaboration d'un plan de travail 2013-2014 pour le Centre régional de la Convention de Bâle hébergé au PROE

- Exécution d'un projet quinquennal de gestion des déchets dangereux financé par l'Union européenne et le Fonds pour l'environnement mondial
- Planification de la gestion des déchets électroniques dans la région et diffusion d'une stratégie régionale en la matière
- Réalisation d'un audit des huiles usagées au Samoa.

Gestion de la pollution marine

- Organisation de la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Nouméa
- Révision du PACPLAN
- Formation régionale sur la désignation d'aires marines particulièrement sensibles, la Convention de Londres et ses protocoles, la cartographie des zones écosensibles, les techniques et outils d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, les outils d'enquête et de poursuite en cas de pollution et les questions d'indemnisation et de responsabilité en cas d'incident de pollution marine
- Assistance en vue de la rédaction de la réglementation fidjienne sur la lutte contre la pollution marine (Décret sur les transports maritimes)
- Plans de gestion des sédiments portuaires réalisés pour le Samoa, les Tonga et les Fidji
- Études de référence sur les incidences économiques des espèces envahissantes marines réalisées aux Tonga et au Samoa.

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Volet : WMPC 1 – MODIFICATION DES COMPORTEMENTS

Stratégie : 1.1 – Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet WMPC 1.1 – Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniques au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de débris et améliorer la santé de l'environnement						
WMPC 1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie de gestion des déchets solides élaborée pour les Îles Marshall Stratégie de gestion des déchets solides révisée pour les Palaos Sites du Samoa contaminés avec des polluants organiques persistants dépollués et contaminants exportés en vue de leur élimination en toute sécurité Projet du 10^e FED (UE) sur la gestion des déchets dangereux élaboré en vue de son financement (8 millions d'euros) Organisation de la 6^e Conférence des Parties à la Convention de Waigani Organisation de la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Nouméa Élaboration du plan de travail du Centre régional de la Convention de Bâle pour la période de financement 2013-2014 Planification achevée concernant le projet de gestion des déchets dans les pays insulaires océaniques financé par l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (330 000 dollars australiens) Assistance technique fournie en vue de la rédaction de la réglementation fidjienne sur la lutte contre la pollution marine (Décret sur les transports maritimes) Législation régionale type sur la lutte contre la pollution marine mise à jour pour refléter les dispositions concernant la gestion des eaux de ballast et les biosalissures. 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	70 447	90 133
				Frais de fonctionnement	263 111	160 227
				Frais d'investissement	700	4 015
				Sous-total	334 258	254 376

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
					Dépenses prévues	Dépenses effectives
WMPC 1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'incidents de pollution et de problèmes de qualité des eaux côtières 	<ul style="list-style-type: none"> Révision du Plan national d'intervention en cas de déversement en mer (NATPLAN) des Fidji Appui technique fourni en vue de la mise à jour des NATPLAN de 3 ÉTIO (Fidji, Nioué et Tonga) Conseils et appui techniques fournis en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention en cas de pollution marine dans 2 ÉTIO (Samoa et Fidji) Conseils et appui techniques fournis en vue de l'élaboration et de la mise à jour de la législation nationale sur la pollution marine (y compris l'introduction d'organismes marins nuisibles par les navires) dans 3 ÉTIO (Fidji, Samoa et Tonga) 	Travaux axés sur une cible annuelle visée par des activités de lutte contre la pollution ; impossibilité de mesurer la cible du Plan stratégique.			
				Frais de personnel	23 475	25 535
				Frais de fonctionnement	10 510	12 134
				Frais d'investissement	600	0
				Sous-total	34 585	37 669
WMPC 1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de la campagne Pacifique propre, comprenant la fourniture d'assistance sur le terrain à 6 ÉTIO (Fidji, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Tokélaou et Vanuatu) 	20 %			
				Frais de personnel	39 826	66 823
				Frais de fonctionnement	7 275	91 457
				Frais d'investissement	700	0
				Sous-total	47 800	158 280
			<i>Financements obtenus du Japon et de la banque Westpac en vue de la mise en œuvre des activités de la campagne Pacifique propre</i>			
WMPC 1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq Membres insulaires d'ici 2014	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits 	<ul style="list-style-type: none"> Activité reportée à 2013 en raison de nouvelles priorités 	0 %			
				Frais de personnel	8 276	8 920
				Frais de fonctionnement	3 189	25 663
				Frais d'investissement	650	0
				Sous-total	12 115	34 583
			<i>Le budget de ce résultat (14 000 dollars É.-U.) a été réaffecté au résultat 3.1.1.1</i>			
WMPC 1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution 	<ul style="list-style-type: none"> Installations portuaires régionales de collecte des déchets prises en compte par les amendements de la Convention MARPOL pour permettre la mise en œuvre des meilleures pratiques de gestion des déchets par les transports maritimes 	50 %			
				Frais de personnel	17 942	21 878
				Frais de fonctionnement	1 710	7 503
				Frais d'investissement	600	0
				Sous-total	20 252	29 382
			<i>Dépassement du budget dû en partie aux crédits budgétaires imputés au résultat 3.1.1.1</i>			

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Volet : WMPC 2 – CONNAISSANCES, DONNÉES, PLANIFICATION ET RECHERCHE

Stratégie : 2.1 – Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d'ici 2015

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet WMPC 2.1 – Stratégies et plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables recueillies pour les Membres et actions prioritaires mises en œuvre d'ici 2015						
WMPC 2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement des méthodes standard d'analyse de la pollution et de gestion des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une étude analysant l'utilité du système australien et canadien de soutien à la décision sur les eaux de ballast en vue de son utilisation en Océanie Élaboration et diffusion de directives régionales sur les meilleures pratiques de gestion des déchets des navires 	10 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	55 822	63 647
	Frais de fonctionnement	4 415		12 151		
	Frais d'investissement	700		0		
	Sous-total	60 936		75 798		
				<i>Des fonds complémentaires ont été obtenus pendant l'année pour financer des activités non prévues au budget</i>		
WMPC 2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique 	<ul style="list-style-type: none"> Publication et diffusion du bulletin électronique <i>Pacific WasteLine</i> 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	18 872	21 787
				Frais de fonctionnement	610	2 693
				Frais d'investissement	600	0
				Sous-total	20 082	24 480
WMPC 2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement du tour d'horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution 	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et adoption par la Conférence des Parties à la Convention de Nouméa d'indicateurs nationaux et régionaux sur la situation en matière de gestion des déchets et de pollution Préparation de rapports sur la situation de la région en matière de déchets et soumission d'une publication approuvée par des spécialistes du domaine 	40 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	25 212	30 048
				Frais de fonctionnement	1 335	6 815
				Frais d'investissement	700	0
				Sous-total	27 246	36 863
				<i>Des fonds complémentaires ont été obtenus pour financer des activités non prévues au budget</i>		

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Volet : WMPC 3 – RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET CONSEILS EN MATIÈRE DE BONNES PRATIQUES

Stratégie : 3.1 – Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d'activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d'ici 2015

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet WMPC 3.1.1 – Capacité des Membres sensiblement augmentée d'ici 2015 en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution						
WMPC 3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement de l'analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux Date de l'examen de cette analyse 	<ul style="list-style-type: none"> Études de référence réalisées aux Tonga et au Samoa sur les incidences économiques des espèces envahissantes marines introduites par les transports maritimes Examen prévu pour 2015 	30 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	25 558	27 869
	Frais de fonctionnement	2 435		5 584		
	Frais d'investissement	700		0		
	Sous-total	28 693		33 453		
WMPC 3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres concernant les déchets et la pollution 	<ul style="list-style-type: none"> Formation sur les aires marines particulièrement sensibles assurée au niveau régional Formation sur l'indemnisation et la responsabilité assurée au niveau sous-régional (Mélanésie) Formation sur la Convention de Londres et ses protocoles assurée au niveau régional Élaboration d'un programme régional de formation des formateurs en gestion des déchets solides et préparation de sa mise en œuvre 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	28 372	31 317
				Frais de fonctionnement	95 275	57 307
				Frais d'investissement	700	0
				Sous-total	124 347	88 624
<i>Des fonds complémentaires ont été obtenus de l'OMI pour ce résultat</i>						
WMPC 3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusés 	<ul style="list-style-type: none"> Planification d'un projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les rejets non intentionnels de POP visant à améliorer leur gestion dans la région au cours des cinq prochaines années ; projet soumis pour financement Dissémination d'informations sur les meilleures pratiques de gestion des déchets électroniques par le biais de l'élaboration, de l'adoption et de la diffusion d'une stratégie régionale sur ces déchets Outils d'enquête sur la pollution par les navires diffusés au niveau régional Outils de cartographie des sites sensibles diffusés par le biais d'une formation régionale Techniques et outils d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (niveaux I, II et III) diffusés par le biais d'actions de formation nationales et régionales 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	13 432	15 989
				Frais de fonctionnement	1 160	12 668
				Frais d'investissement	600	0
				Sous-total	15 192	28 657
<i>Les fonds complémentaires reçus de l'AFD ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget. Cette section doit être lue en parallèle avec celle sur le résultat 3.1.1.1.</i>						

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
		<ul style="list-style-type: none"> Études de cas sur la gestion des déchets solides sélectionnées en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie en vue de leur diffusion Audits sur les huiles usagées réalisées pour le Samoa et préparations entamées en vue de la mise en œuvre de programmes de gestion des huiles aux Fidji, au Samoa et à Vanuatu 				
WMPC 3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de directives sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux diffusées 	<ul style="list-style-type: none"> Formation générale dispensée à des « promoteurs » de la gestion des déchets solides issus de neuf ÉTIO dans le cadre de la campagne Pacifique propre de 2012 Directives élaborées sur le « verdissement des manifestations » Quatre fiches d'information sur les pratiques de gestion des déchets élaborées et diffusées Formation sur la gestion des déversements d'hydrocarbures de niveau 2 assurée aux Fidji Formation sur les déversements d'hydrocarbures de niveau 3 et sur la cartographie des sites sensibles assurée au niveau régional 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	14 765	17 165
				Frais de fonctionnement	73 760	137 263
				Frais d'investissement	600	0
				Sous-total	89 125	154 427
<i>Les fonds complémentaires obtenus auprès de l'OMI (103 000 \$) et du PNUE (13 000 \$) ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>						
Objectif de 2015 pour le volet WMPC 3.2.1 – Les Membres sont mieux équipés pour se préparer et réagir aux sources de pollution marine causées par les navires et pour les éviter						
WMPC 3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)	<ul style="list-style-type: none"> Objectifs du PACPOL atteints à la fin de l'analyse de la stratégie 	<ul style="list-style-type: none"> Achèvement du processus consultatif et révision du PACPLAN (autres activités relevant des résultats 3.1.2 et 3.1.3) 	50 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	1 906	4 340
				Frais de fonctionnement	0	170 665
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	1 906	175 005
<i>Les fonds complémentaires obtenus auprès de l'OMI (162 000 \$) ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>						
TOTAL PROGRAMME 3				Dépenses prévues	Dépenses effectives	
			Frais de personnel	343 904	425 451	
			Frais de fonctionnement	464 785	702 131	
			Frais d'investissement	7 850	4 015	
			TOTAL	816 539	1 131 598	

4. SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

Objectif du programme : D'ici 2015, tous les Membres seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres et processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementales ainsi que les rapports sur l'environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l'état de l'environnement

La division Surveillance environnementale et gouvernance est l'unique division du PROE à avoir été créée par suite de l'adoption du Plan stratégique 2011-2015. Elle fournit une assistance dans plusieurs domaines (développement des capacités, politique, législation, respect de la réglementation, planification, suivi, notification et financement) pour aider les pays à respecter leurs obligations au titre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et à atteindre leurs objectifs de développement durable.

Ces activités ont essentiellement été conduites dans le cadre du projet ACP sur les AME financé par l'UE. L'examen à mi-parcours du projet a salué le PROE, qui assume le rôle de Centre océanien, en tant que leader parmi les régions participantes, tant du point de vue des capacités renforcées que de la viabilité à long terme de son approche. Les activités ont essentiellement porté sur l'élaboration de modèles régionaux de lois et de stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE), d'ÉIE et de rapports sur l'état de l'environnement, qui ont été mis à l'essai dans plusieurs pays avant d'être utilisés dans le reste de la région. Toutes nos interventions sont axées sur les pays et sur le développement des capacités par la pratique.

Cadres propices

- Rédaction du projet de loi de Vanuatu sur la météorologie
- Chef de file parmi des organisations du CORP concernant le soutien technique fourni aux pays océaniques avant et pendant Rio + 20
- Collaboration avec les centres caraïbéen et africain concernant la mise en œuvre des AME
- Mémoire d'accord signé avec la CNUCLD concernant le rôle du PROE en tant qu'entité régionale correspondante
- Mémoire d'accord signé avec la CDB sur la collaboration et la programmation conjointe

Intégration

- Modèle régional de stratégie nationale de gestion de l'environnement (SNAGE) tenant compte des plans d'action dans les domaines d'intervention et intégré aux plans nationaux de développement
- SNAGE testée à Kiribati et aux Îles Cook et en cours d'adaptation pour le Samoa et les Fidji
- Formulation du plan économique et environnemental des Tokélaou
- Cadre régional de simplification des rapports mentionné par le CEDAW
- Indicateurs sexospécifiques intégrés au cadre relatif aux rapports sur l'état de l'environnement

Renforcement des capacités

- Programme de travail formulé pour la phase 2 du projet ACP sur les AME
- Mémoire d'accord signé avec NZAIA en vue de la constitution d'un réseau de professionnels de l'évaluation environnementale
- Renforcement des capacités en vue de l'élaboration de la fiche d'identité de projet concernant les rapports sur l'état de l'environnement et financement pour la préparation de projet accordé par le FEM

Suivi et établissement de rapports

- Cadre régional simplifié de présentation des rapports convenu entre les organisations du CORP
- Adoption par la 23e Conférence du PROE du cadre régional concernant les rapports sur l'état de l'environnement
- Cadre d'indicateurs nationaux minima sur l'environnement élaboré et lié au cadre de la CPS sur les indicateurs de développement
- Mise à l'essai, au Samoa, de l'approche concernant les rapports sur l'état de l'environnement en vue de la révision des indicateurs nationaux et régionaux
- Rapport régional sur l'état de l'environnement – Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement – présenté à Doha lors de la CdP à la CCNUCC.

Programme 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2012

Volet : EMG 1 – CADRES PROPICES

Stratégie : 1.1 – Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (ÉIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet EMG 1.1 – Adoption et utilisation formalisée des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations intégrées de l'environnement en tant qu'importants outils de planification dans tous les pays						
EMG 1.1.1 D'ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de modèles de cadres réglementaires (études d'impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l'environnement) élaborés 	<ul style="list-style-type: none"> Rédaction du projet de loi de Vanuatu sur la météorologie Partenariat avec NZAIE établi pour réviser les directives régionales sur les études d'impact sur l'environnement (ÉIE) Rédaction de directives sur les ÉIE intégrant les obligations découlant des AME pour les gouvernements des états des ÉFM Élaboration de cadres sur les ÉIE de l'exploitation minière des fonds marins entamée avec la CPS-SOPAC 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	50 454	50 751
				Frais de fonctionnement	22 000	73 703
				Frais d'investissement	0	16 907
				Sous-total	72 453	141 361
<i>Les fonds complémentaires obtenus auprès du PNUE-AME, des Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement (PECCO) et du FIDA ont permis de financer des activités non prévues au budget</i>						
EMG 1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables, inspirés des modèles océaniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant instauré des cadres réglementaires intégrés basés sur les modèles océaniques Niveau de respect des lois nationales sur l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les Membres sauf les Tokélaou sont dotés d'une procédure concernant les ÉIE mais celle-ci doit être renforcée et les capacités développées Conseils techniques fournis concernant l'ÉIE du projet d'aéroport des Tokélaou et recommandations en vue d'un cadre sur les ÉIE Conseils techniques fournis aux Fidji concernant l'ÉIE du projet de mine de cuivre à Namosi Conseils techniques fournis concernant les ÉIE des projets du PACC à Kosrae et Nauru Conseils techniques fournis concernant le projet NZAID de construction routière et de réinstallation communautaire à Kiribati 	75 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	5 830	5 914
				Frais de fonctionnement	0	54 819
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	5 830	60 733
<i>Les fonds reçus du PNUE-AME ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>						
EMG 1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des besoins réalisée 	<ul style="list-style-type: none"> Synthèse des rapports d'autoévaluation des capacités nationales du Pacifique publiée Utilisée lors de la préparation des demandes de financement : Phase 2 du projet ACP sur les AME (UE) et projet du FEM sur le renforcement des capacités 	100 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	25 015	29 693
				Frais de fonctionnement	33 050	5 037
				Frais d'investissement	500	0
				Sous-total	58 564	34 730
<i>Les fonds attendus du Japon, du Fond océanique de coopération pour le développement (PDICF) ne se sont pas matérialisés (les chiffres doivent être lus en parallèle avec ceux du résultat 4.1.2.1)</i>						

Programme 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2012

Stratégie : 1.2 – Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet EMG 1.2 – Lois promulguées par les Membres pour satisfaire aux obligations majeures découlant des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et aux priorités environnementales nationales						
EMG 1.2.1 D'ici 2012, actualisation et publication des examens nationaux des lois sur l'environnement réalisés dans les années 1990	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant actualisé l'examen de leur législation sur l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> Guide sur la législation samoane sur l'environnement préparé Cadre régional de la législation sur l'environnement révisé à l'occasion de la préparation du rapport « Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement » (PECCO) 	10 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	17 489	17 309
				Frais de fonctionnement	9 900	24 796
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	27 388	42 106
<i>Les fonds complémentaires obtenus auprès de Conservation International ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>						
EMG 1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement (par ex. application des règlements de la CITES et matériels de sensibilisation)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres dotés d'une législation pour appliquer les dispositions des AME Nombre de Membres dont des fonctionnaires sont formés à l'application des dispositions des AME 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les Membres sont dotés d'une législation pour mettre en œuvre les AME mais avec une portée variable. Formation sur l'intégration des AME dans les processus liés aux ÉIE assurée aux ÉFM Formation en négociation sur les AME assurée dans 5 pays (Tuvalu, Nauru, Nioué, Palaos, Vanuatu) Formation sur le Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS) de la CNULD assurée dans 3 pays (Samoa, Kiribati et ÉFM) Alignement du plan d'action national des Fidji au titre de la CNULD 	50 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	55 848	54 365
				Frais de fonctionnement	57 318	116 201
				Frais d'investissement	0	5 944
				Sous-total	113 166	176 510
<i>Les fonds complémentaires obtenus auprès du PNUE-AME ont permis de financer des activités non prévues au budget</i>						
EMG 1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Parties aux AME et par les donateurs potentiels	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de propositions soumises par des pays océaniques ayant ratifié des AME au sujet de nouvelles priorités en matière d'assistance 	<ul style="list-style-type: none"> Consultation avec les pays sur l'identification, la désignation et la gestion des aires marines particulièrement sensibles au titre de la Convention de MARPOL – 1 site par pays et 6 sites à fort potentiel Rédaction de la proposition de Kiribati concernant son adhésion à la Convention de Ramsar Animation de l'atelier de préparation à la CdP de la CDB à Rotorua et soutien technique pendant la CdP à Hyderabad Priorités régionales de la CCNUCC recensées dans le cadre du PECCO Chef de file parmi des organisations du CORP concernant le soutien technique fourni aux pays océaniques avant et pendant Rio + 20 Soutien technique fourni au Samoa concernant la hiérarchisation des priorités dans le cadre de FEM-5 Coopération avec les centres caraïbéen et africain sur les leçons apprises en vue de la mise en œuvre des AME Formulation du projet ACP-AME en vue du financement de sa 2^e phase Mémorandum d'accord signé avec la CNULD concernant le rôle du PROE en tant qu'entité régionale correspondante et collaboration potentielle sur l'alignement du plan d'action national et la formulation de la stratégie régionale Mémorandum d'accord signé avec la CDB sur la collaboration et la programmation conjointe 	70 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	92 622	48 155
				Frais de fonctionnement	18 750	61 118
				Frais d'investissement	500	0
				Sous-total	111 871	109 273

Programme 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2012

Volet : EMG 2 – INTÉGRATION

Stratégie : 2.1 – Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification budgétaire

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet EMG 2.1 – Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale						
EMG 2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq Membres insulaires participent à la planification environnementale nationale	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) reformulées pour Kiribati et les Îles Cook et formulation entamée pour les Fidji de sorte à tenir compte des plans d'action dans les domaines d'intervention (PANSB, PAN, etc.) et à être intégrées aux plans nationaux de développement 	50 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	169 676	173 011
				Frais de fonctionnement	217 696	46 219
				Frais d'investissement	500	0
				Sous-total	387 872	219 229
<i>La majorité des activités devant être confiées à des sociétés de conseil a été exécutée en interne et les fonds ont été affectés à d'autres résultats</i>						
EMG 2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrées dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres intégrant dans leurs politiques et stratégies nationales les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) reformulées pour Kiribati et les Îles Cook et formulation entamée pour les Fidji de sorte à tenir compte des plans d'action dans les domaines d'intervention (PANSB, PAN, etc.) et à être intégrées aux plans nationaux de développement Conseils techniques fournis en vue de la formulation du plan économique et environnemental des Tokélaou 	60 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	36 181	58 650
				Frais de fonctionnement	58 350	88 123
				Frais d'investissement	500	0
				Sous-total	95 030	146 773
<i>Les fonds complémentaires reçus de PACMAS (Rio + 10), du projet du PNUE sur les AME et d'autres sources ont permis de financer un poste de stagiaire et d'exécuter des activités non prévues au budget</i>						
EMG 2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale	<ul style="list-style-type: none"> Preuves que les questions touchant à la condition féminine sont prises en compte dans les activités de planification environnementale 	<ul style="list-style-type: none"> Le PROE souscrit au principe de l'égalité des chances dans l'emploi Groupes de femmes invités aux ateliers de formulation des SNAGE Cadre régional de simplification des rapports mentionné par le CEDAW Indicateurs sexospécifiques intégrés au cadre relatif aux rapports sur l'état de l'environnement Formation à la gestion de l'environnement dispensée aux enseignants du préscolaire au Samoa (femmes exclusivement) 	30 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	2 903
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	0	2 903

Programme 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2012

Volet : EMG 3 – RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Stratégie : 3.1 – Renforcer les capacités nationales et régionales à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que des rapports sur l'état de l'environnement

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet EMG 3.1 – Capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) renforcées en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement						
EMG 3.1.1 D'ici 2012, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Date d'adoption du programme régional de formation à la surveillance environnementale 	<ul style="list-style-type: none"> Partie du cadre et des indicateurs du rapport régional sur l'état de l'environnement 	10 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	19 497	38 143
				Frais de fonctionnement	0	33 706
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	19 497	71 850
EMG 3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant exécuté un programme de formation à la surveillance environnementale 	<ul style="list-style-type: none"> Formation pilote sur la surveillance environnementale assurée au Samoa et aux Tonga (axée sur les mangroves) Incluse dans le champ d'application de la proposition de projet soumise au FEM sur le renforcement des capacités concernant les rapports sur l'état de l'environnement et les bases de données sur l'environnement 	20 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	0
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	0	0
<i>Cette section doit être lue en parallèle avec celle sur les résultats 4.3.1.2 et 4.1.1.1</i>						
EMG 3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau 	<ul style="list-style-type: none"> Mémoire d'accord signé avec NZAIA concernant la création et l'administration d'un réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales Participation à la conférence annuelle de NZAIA avec un délégué des Fidji 	40 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	0
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	0	0
<i>Cette section doit être lue en parallèle avec celle sur les résultats 4.3.1.2 et 4.1.1.1</i>						
Objectif de 2015 pour le volet EMG 3.2 – Capacités nationales de mise en œuvre des cadres directeurs et de la législation renforcées						
EMG 3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des déficits de capacités comblés 	<ul style="list-style-type: none"> Les phases 1 et 2 du projet ACP sur les AME s'attaquent aux déficits de capacités prioritaires La proposition de projet soumise au FEM sur le renforcement des capacités concernant les rapports sur l'état de l'environnement et les bases de données sur l'environnement couvre les déficits de capacité en matière de surveillance environnementale 	75 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	0
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	0	0

Programme 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2012

Volet : EMG 4 – SUIVI ET RAPPORTS

Stratégie : 4.1 – Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié de rapports sur l'état de l'environnement

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet EMG 4.1 – Systèmes normalisés de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement élaborés et largement utilisés pour établir des niveaux de référence et mesurer les évolutions						
EMG 4.1.1 D'ici 2012, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données	<ul style="list-style-type: none"> Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> Cadre régional simplifié de présentation des rapports convenu entre les organisations du CORP Adoption par la 23^e Conférence du PROE du cadre régional concernant les rapports sur l'état de l'environnement Cadre d'indicateurs nationaux minima sur l'environnement élaboré 	70 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	5 972
				Frais d'investissement	0	1 037
				Sous-total	0	7 008
<i>Les fonds reçus du PNUÉ-AME ont permis d'exécuter des activités non prévues au budget</i>						
EMG 4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité ainsi que les déchets et la pollution, surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015	<ul style="list-style-type: none"> Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> Principaux indicateurs nationaux et régionaux élaborés, test et perfectionnement en cours de 70 indicateurs (biodiversité et gestion écosystémique : 30 ; changement climatique : 12 ; surveillance environnementale et gouvernance : 15 ; déchets : 10) Indicateurs nationaux définis pour le Samoa et en cours de formulation pour les Fidji 	50 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	0
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	0	0
EMG 4.1.3 D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant contribué à l'établissement des indicateurs sur l'état de l'environnement État d'avancement du rapport régional sur l'état de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs sur l'état de l'environnement et indicateurs nationaux minima sur l'environnement présentés et examinés lors du Forum océanien sur l'environnement et adoptés par la Conférence du PROE Utilisation du rapport samoan sur l'état de l'environnement comme projet pilote pour l'approche écosystémique et pour réviser et améliorer les indicateurs des rapports nationaux et régionaux Rapport régional sur l'état de l'environnement – Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement (PECCO) – présenté à Doha lors de la CdP à la CCNUCC 	100 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	0
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	0	0

Programme 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
EMG 4.1.4 D'ici 2015, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> État de la mise en place des systèmes d'inventaire nationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> Étude préliminaire et compilation des données régionales sur l'environnement en cours dans le cadre de l'élaboration des indicateurs nationaux minima sur l'environnement Lien établi entre les indicateurs nationaux minima sur l'environnement, le cadre NMDI de la CPS et les rapports sur les AME Préparation d'une fiche d'identité de projet (FIP) du FEM pour le projet de renforcement des capacités concernant les rapports sur l'état de l'environnement et les bases de données sur l'environnement, approbation initiale du Conseil du FEM et passage à l'étape du financement pour la préparation du projet (PPG) 	25 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	0
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	0	0
EMG 4.1.5 D'ici 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations et de préparation des rapports	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres disposant de procédures de gestion des données 	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration du cadre de présentation des rapports et du processus de préparation du rapport sur l'état de l'environnement au Samoa. Cadre de préparation des rapports testé au Samoa. 	20 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	0
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	0	0
EMG 4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq Membres insulaires de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> Résultats préliminaires du rapport sur l'état de l'environnement au Samoa préparés, supports de sensibilisation élaborés avec l'assistance et le concours financier du PROE, animation de l'atelier sur les rapports sur l'état de l'environnement Atelier introductif organisé aux Fidji concernant la préparation de leur rapport sur l'état de l'environnement en 2013 	20 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	0	0
				Frais de fonctionnement	0	0
				Frais d'investissement	0	0
				Sous-total	0	0
TOTAL PROGRAMME 4				Dépenses prévues	Dépenses effectives	
			Frais de personnel	453 114	475 991	
			Frais de fonctionnement	417 064	512 598	
			Frais d'investissement	2 000	23 888	
			TOTAL	872 178	1 012 476	

5. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif du programme : Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'Organisation

La direction générale assure la conduite des opérations du Secrétariat et définit ses orientations stratégiques. Les services généraux permettent d'assurer efficacement l'exécution des quatre piliers du Plan stratégique 2011-2015 du PROE et de fournir des conseils administratifs et financiers à la direction.

Résumé des objectifs et faits marquants de 2012 :

Principales réalisations :

- Tenue de la 23^e Conférence annuelle du PROE et de la réunion ministérielle à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), du 3 au 7 septembre 2012
- Obtention de l'avis sans réserve des commissaires aux comptes concernant les états financiers de 2012
- Création du Comité d'audit et de la fonction d'audit interne

- Mise en œuvre de la nouvelle structure du Secrétariat et du plan d'amélioration des résultats
- Participation active et de haut niveau aux réunions régionales et internationales pour appuyer les ÉTIO : Rio + 20, négociations sur le changement climatique à Doha en novembre-décembre 2012, etc.
- Établissement de nouveaux partenariats se soldant par l'augmentation de l'appui aux Membres : subvention de la BAsD (4 millions de dollars É.-U.) pour un projet quadriennal sur le changement climatique.

Volet : CS – DIRECTION

Stratégie : 5.1 – Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CS 5.1 – Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015						
CS 5.1.1 Évaluer l'efficacité de la prestation des services généraux pour veiller à ce que le Secrétariat puisse réaliser les priorités du Plan stratégique 2011-2015	<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat disposant des ressources et du soutien nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Plan 2011-2015 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des services généraux, notamment dans les domaines des finances, des ressources humaines et des technologies de l'information et de la communication grâce au recrutement de nouveaux agents Création du Comité d'aide et de l'Unité d'audit interne et recrutement de l'auditeur interne 	84 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	493 898	536 413
				Frais de fonctionnement	251 460	430 934
				Frais d'investissement	3 000	62 553
				Sous-total	748 358	1 029 900
CS 5.1.2 Veiller à la planification et à l'organisation efficaces de la Conférence du PROE et des autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable	<ul style="list-style-type: none"> Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer 	<ul style="list-style-type: none"> Les Membres ont reçu tous les documents pertinents pour la 23^e Conférence du PROE. Pour la première fois, les documents de travail ont été envoyés à tous les Membres par voie électronique. Les Membres ont pris acte avec satisfaction du Rapport de suivi et d'évaluation des performances (PMER) de 2012. Le rapport de la Conférence a été publié sous format papier et électronique, en anglais et en français, et distribué à tous les Membres avant la fin de l'année. Le rapport annuel pour 2011 a été publié dans une présentation de haute qualité et diffusé aux Membres avant la 23^e Conférence du PROE. 	95 %	<i>L'augmentation des dépenses est essentiellement due à l'étude sur la présence sous-régionale, financée par AUXB, et à l'achat de 2 véhicules à moteur en crédit-bail</i>		
CS 5.1.3 Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres	<ul style="list-style-type: none"> Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes 	<ul style="list-style-type: none"> Sur 25 Membres, 22 ont reçu la visite de la direction dans le cadre de consultations approfondies ; les Membres ont reçu des mises à jour régulières et la Présidente a été tenue informée des grands dossiers. La Troïka du Président du PROE (président et vice-président sortants, en poste et à venir) a été tenue au courant des principales questions relatives à la gestion du PROE, notamment par la diffusion des comptes rendus de l'équipe de direction. Des consultations ont été menées avec les Membres concernant l'analyse coûts-avantages de la présence sous-régionale du PROE. Des séances d'information ont été régulièrement organisées à l'intention des Membres dans le cadre des grandes réunions internationales : CCNUCC, FEM, CDB, etc. 	80 %			

Volet : CS – INFORMATION ET COMMUNICATION

Stratégie : 5.2 – Technologies de l’information et communication

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CS 5.2.1 – Fournir des systèmes d’information et de communication fiables et conviviaux						
CS 5.2.1.1 Gestion des bases de données de l’Organisation et des programmes	<ul style="list-style-type: none"> Bases de données de l’Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable. 	<ul style="list-style-type: none"> Améliorations apportées à la base de données sur la mise en œuvre du programme de travail annuel Appui fourni à la base de données sur les tortues (TREDS) Création d’une base de données d’experts Phase d’analyse et de recensement des besoins achevée concernant le nouveau système intégré de gestion financière Mise à niveau du logiciel de la bibliothèque en ligne Sites des projets développés 	90 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	657 185	472 791
				Frais de fonctionnement	146 400	264 015
				Frais d’investissement	11 600	19 042
				Sous-total	815 185	755 848
<i>Dépenses plus faibles que prévu car plusieurs postes sont restés vacants jusqu’au deuxième semestre</i>						
CS 5.2.1.2 Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat	<ul style="list-style-type: none"> TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable. Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien informatique (matériel et logiciel) fourni au Secrétariat Formation dispensée au personnel sur les services informatiques et les applications courantes Appui fourni à la Conférence du PROE de 2012 Achats groupés de matériel informatique sur une base trimestrielle Concept de laboratoire informatique vert appliqué à la bibliothèque Portail internet public développé Service d’hébergement internet fourni pour la base de données du projet sur le changement climatique Nouveau système d’assistance informatique mis en œuvre 	100 %			
CS 5.2.1.3 Élaboration et mise à jour d’un processus de gestion des risques relatifs aux TIC	<ul style="list-style-type: none"> Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Services de sauvegarde fournis à l’organisation. Plans antisinistre mis à jour et révisés Examen du contrat du fournisseur d’accès internet réalisé Mise à niveau de l’infrastructure réseau réalisée pour permettre sa future expansion et améliorer sa sécurité Centre virtuel de données développé Politiques sur les TI élaborées 	70 %			

Volet : CS – Information et communication

Stratégie : 5.2 – Unité de documentation et d'information

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
Objectif de 2015 pour le volet CS 5.2.2 – Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux				
CS 5.2.2.1 Systèmes d'archivage développés et mis à jour.	<ul style="list-style-type: none"> Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite du catalogage et de la numérisation des archives dans la base de données DBTextWorks 	100 % En cours	
CS 5.2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires	<ul style="list-style-type: none"> Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	<ul style="list-style-type: none"> Réponses aux demandes de recherche et de documents par le personnel du PROE, les pays membres et la communauté des chercheurs – plus de 300 visites de chercheurs, étudiants et autres membres du public dont 149 ont utilisé les services sans fil du CID pour chercher des informations Base de données de la bibliothèque accessible et à jour – 1037 enregistrements ajoutés au catalogue de la bibliothèque du PROE et 382 documents plein texte ajoutés par le biais du site du CID et le catalogue de la bibliothèque virtuelle Bibliothèques virtuelles du PEIN actualisées et migrées vers le nouveau site du PROE Publications du PROE diffusées (aux formats papier et électronique) à tous les correspondants du PROE et aux bibliothèques du PEIN dans la région et au-delà Migration de l'ensemble des anciennes publications du PROE vers le nouveau site Téléchargement des nouvelles publications du PROE sur le site Abonnement de la bibliothèque du PROE à des revues spécialisées sur supports papier et électronique via OARE, HINARI, AGORA. Formation dispensée au personnel du PROE sur la maîtrise de l'information Ordinateurs publics en ligne utilisant le concept de bibliothèque verte 	80 % En cours	
CS 5.2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de gestion des dossiers en place et régulièrement examinés et actualisés conformément aux meilleures pratiques actuelles Services de courrier et d'archivage fournis 	<ul style="list-style-type: none"> Services d'archives fournis au personnel du PROE, aux Membres et aux parties prenantes. Formation dispensée au personnel du PROE sur la bonne gestion des dossiers. Manuel de correspondance révisé et approuvé. 	100 % En cours	

Volet : CS – Information et communication

Stratégie : 5.2 – Communication, publications et éducation

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
Objectif de 2015 pour le volet CS 5.2.3 – Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées				
CS 5.2.3.1 Programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement renforcés pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de pays dotés de stratégies de communication • Nombre de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE • Activités d'éducation et de sensibilisation à l'environnement menées par le PROE de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'EDD 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune demande d'assistance n'a été reçue des pays en 2012 concernant les stratégies de communication. Le PROE a fourni une assistance stratégique en matière de communication/sensibilisation visant les travaux de conservation de la faune et de la flore sauvages • Aucune demande d'assistance n'a été reçue des pays en 2012 concernant les stratégies de communication. Le PROE a toutefois fourni au service de conservation de la faune et de la flore sauvages de Kiribati une assistance stratégique en matière de communication/sensibilisation concernant ses activités sur l'île de Kiritimati sous la forme d'un guide de poche sur les oiseaux et d'un guide d'éducation à l'environnement destiné au personnel du service. • La planification stratégique du Secrétariat en matière de communication a sensiblement stimulé la production au niveau national (par exemple, la stratégie de communication sur le changement climatique veille à la rationalisation de nos produits). 24 rapports (y compris des rapports techniques, des rapports annuels et d'autres publications telles que des rapports de synthèse), 2 affiches, 1 DVD (documentaire de 30 minutes sur les dugongs), 9 fiches d'information et 3 bulletins ont été publiés en 2012. • Tous ces documents sont disponibles sur le site web du PROE. Les rapports techniques et d'autres publications, dont le rapport annuel, ont été diffusés sur support papier. • Partenariats avec l'UNESCO et le projet CPS/GIZ Faire face au changement climatique en Océanie lors de l'atelier sur l'environnement et le patrimoine océaniques, organisé aux Îles Salomon, et formation des formateurs sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe à Kiribati. • Livre d'histoires pour enfants de haute qualité imprimé en couleur et bien accueilli au niveau national. 	40 %	

Programme 5 – SERVICES GÉNÉRAUX | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
CS 5.2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de matériels de communication scientifique produits et distribués • Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales 	<ul style="list-style-type: none"> • 30 publications scientifiques diffusées (rapports techniques, matériels éducatifs, fiches d'information, documentaire sur DVD, affiches, brochures et bulletins) en excluant les plans stratégiques, les rapports annuels et les comptes rendus des réunions. • Soutien fourni à la campagne Pacifique propre, qui a consisté à diffuser des informations techniques au grand public. 	70 %	
CS 5.2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Initiative PEEL en place • Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau • Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du PEEL 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordinateur par intérim du PEEL recruté dans le cadre d'un contrat de sous-traitance à court terme • Réseau et initiative PEEL approuvés par la 23^e Conférence du PROE • Communication régulière du PEEL sur les médias sociaux (blog et facebook) • Système d'entraide en place pour le soutien entre pairs. Ce système a réussi à encourager et motiver les membres du PEEL et constitue la première étape vers la mise en place d'un programme de mentorat. • Propositions élaborées pour le Forum de 2013 – financement non confirmé en 2012. • Représentante de la jeunesse océanienne présente à Rio + 20 avec l'équipe médiatique océanienne • Exposés sur son rôle à Rio + 20 présentés à deux occasions une fois de retour au Samoa 	70 %	
CS 5.2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Production de documents dans le but d'aider les médias océaniens à diffuser des informations factuelles • Formation proposée aux médias océaniens pour renforcer la couverture des thématiques environnementales • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction et distribution, en association avec l'UNESCO, d'un guide sur les déchets électroniques à plus de 50 organes médiatiques océaniens pour les aider à couvrir cette question. • Formation des médias nationaux assurée aux îles Salomon pour développer leurs compétences dans le cadre du projet sur les médias et Rio + 20 financé par le Programme d'assistance aux médias océaniens (PACMAS). • Séance de questions-réponses pendant la formation sur le changement climatique destinée au personnel du réseau de télévision océanien aux Palaos. • Session sur la couverture des manifestations concernant le changement climatique organisée pendant un atelier de deux jours destiné aux reporters océaniens avant la réunion des dirigeants des pays membres du Forum aux îles Cook. 	70 %	

Programme 5 – SERVICES GÉNÉRAUX | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
	<ul style="list-style-type: none"> Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales 	<ul style="list-style-type: none"> 77 articles ou séquences et 18 comptes rendus de blog ont été publiés par l'équipe médiatique océanique couvrant Rio + 20 et distribués à la liste de diffusion du PROE (médias et autres) ainsi qu'à plusieurs réseaux médiatiques océaniques. 18 articles ou séquences préparés lors de la 11^e CdP à la Convention de Ramsar et distribués à la liste de diffusion du PROE (médias et autres) ainsi qu'à plusieurs réseaux médiatiques océaniques. Plus de 25 articles ou séquences préparés lors de la 18^e CdP à la CCNUCC et distribués à la liste de diffusion du PROE (médias et autres) ainsi qu'à plusieurs réseaux médiatiques océaniques. 17 d'entre eux ont été diffusés par la télévision fidjienne (Fiji TV) et par Sky Pacific. 22 articles ou séquences préparés lors de la 11^e CdP à la CDB et distribués à la liste de diffusion du PROE (médias et autres) ainsi qu'à plusieurs réseaux médiatiques océaniques. 60 spécialistes du changement climatique ont reçu une formation en communication pour les aider à renforcer leurs compétences dans ce domaine dans le cadre du projet PACCSAP sur les médias et le changement climatique. Plus de 30 spécialistes de la biodiversité ont suivi un stage de formation pour les aider à renforcer leurs compétences médiatiques dans le cadre des préparations aux conférences des Parties aux AME. Trois plans de la campagne de communication « Périple océanique » ont été élaborés pour améliorer la couverture de l'Océanie aux conférences des Parties à la Convention de Ramsar, à la CDB et à la CCNUCC. Réunion des organismes océaniques de radiodiffusion coordonnée pour les aider à produire des plans de gestion des catastrophes. 		
CS 5.2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres grâce aux médias	<ul style="list-style-type: none"> Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Publications produites avec des données de catalogage, conformément à la stratégie de communication et aux directives sur les publications. Publications téléchargées sur le site, affichées sur la page d'accueil et promues par le PEIN (liens directs). 	60 %	

Programme 5 – SERVICES GÉNÉRAUX | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
	<ul style="list-style-type: none"> Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public Matériels de relations publiques du PROE produits et diffusés Au moins une activité/manifestation médiatique accueillie par le PROE au niveau régional ou national pour attirer l'attention sur le PROE et son travail 	<ul style="list-style-type: none"> Clés USB produites conformément aux directives relatives à la visibilité et à l'image de l'organisation afin de promouvoir la publication et la diffusion de documents dématérialisés (c'est-à-dire de versions électroniques des publications et documents du PROE). Plusieurs bannières produites en français et en anglais pour améliorer la visibilité du PROE Journée portes ouvertes du PROE célébrant le 20^e anniversaire de son installation à Apia (Samoa) en association avec les célébrations du 50^e anniversaire de l'indépendance du pays. Articles et séquences produits et distribués dans toute la région (Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Nioué, Palaos, Samoa, Tonga et Vanuatu) dans le cadre de la formation sur le changement climatique organisée à l'intention des médias océaniques avant la réunion des dirigeants des pays membres du Forum aux Îles Cook. 		
CS 5.2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension	<ul style="list-style-type: none"> Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales 	<ul style="list-style-type: none"> Financement du PACCSAP (200 000 dollars australiens) approuvé pour le projet sur les médias et le changement climatique. Financement du PACMAS (40 000 dollars australiens) approuvé pour le projet sur les médias et Rio + 20. Guide sur les déchets électroniques publié par le PROE et utilisé par les médias océaniques dans le cadre du prix des médias de la campagne Pacifique propre. Activités ciblées pour renforcer la couverture des questions d'environnement organisées à l'occasion de la formation des médias nationaux aux Îles Salomon assurée dans le cadre du projet sur les médias et Rio + 20 financé par le PACMAS. Séances spéciales pendant la formation sur le changement climatique destinée au personnel du réseau de télévision océanique aux Palaos. Un des principaux objectifs de la formation sur le changement climatique organisée à l'intention des reporters océaniques avant la réunion des dirigeants des pays membres du Forum aux Îles Cook. Atelier des organismes océaniques de radiodiffusion coordonné pour aider 11 organismes nationaux (Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) à produire des plans de gestion des catastrophes. 	60 %	

Programme 5 – SERVICES GÉNÉRAUX | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
CS 5.2.3.7 Soutien fourni aux Membres du PROE concernant les relations publiques et les volets de leurs stratégies nationales de communication portant sur les médias	<ul style="list-style-type: none"> • Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux • Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux • Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 80 spécialistes océaniens de la biodiversité et du changement climatique ont reçu une formation dans le cadre de différentes initiatives régionales. • Rédaction et distribution d'un guide sur les déchets électroniques à plus de 50 organes médiatiques océaniens et sur le site du PROE. • Liens entre les Membres du PROE et les médias nationaux renforcés aux Îles Salomon et aux Palaos pendant la formation des médias nationaux, à laquelle ont participé les coordinateurs nationaux du PACC, et pendant la formation régionale des médias assurée aux Îles Cook, à l'occasion de laquelle des agents de la division Changement climatique et du Service national de l'environnement ont présenté des exposés. • Assistance fournie aux Membres du PROE lors de trois conférences des Parties à des AME en vue de l'élaboration et de l'exécution de trois campagnes de communication du « Périphe océanien » visant à présenter une position océanienne unique. 	80 %	
CS 5.2.3.8 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniens lors de certaines réunions régionales et internationales 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration et exécution d'une campagne du « Périphe océanien » lors de la Conférence des Parties à la Convention de Ramsar sur les zones humides, comprenant une manifestation parallèle suivie par plus de 30 personnes, un stand océanien et 18 articles destinés aux médias. • Élaboration et exécution d'une campagne du « Périphe océanien » lors de la 18^e Conférence des Parties à la CCNUCC, comprenant une manifestation parallèle suivie par plus de 50 personnes, 25 articles et un stand océanien ayant reçu plus de 400 personnes par jour pendant la Conférence des Parties. • Élaboration et exécution d'une campagne du « Périphe océanien » lors de la 11^e Conférence des Parties à la CDB, comprenant une manifestation parallèle suivie par plus de 50 personnes, 22 articles et un stand océanien dans le cadre du segment sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP). 	70 %	

Programme 5 – SERVICES GÉNÉRAUX | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
CS 5.2.3.9 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international	<ul style="list-style-type: none"> Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE relatives à la visibilité et à l'image de l'organisation dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Nouveaux produits lancés et amplement utilisés, notamment des modèles de correspondance, des modèles de documents administratifs et juridiques, des papillons avec les bons compliments de l'expéditeur, des cartes d'assurance du personnel, des clés USB, etc. Ces produits ont été réalisés conformément aux nouvelles directives relatives à la visibilité et à l'image de l'organisation et lancés avec le nouveau site web, également conforme à ces directives. 	70 %	
	<ul style="list-style-type: none"> Site web du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Nouveau site web conforme aux nouvelles directives sur l'image de l'organisation. Site actualisé : articles hebdomadaires, publications récentes, liste du personnel. 		
CS 5.2.3.10 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE	<ul style="list-style-type: none"> Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les publications du PROE ont été réalisées conformément à la nouvelle image de l'organisation (motifs, couleurs, logo, etc.), cataloguées à l'aide des données nécessaires pour les versions papier et électroniques et distribuées aux parties concernées conformément à la stratégie de communication et aux directives sur les publications. Toutes les versions électroniques ont été téléchargées sur le site, affichées sur la page d'accueil et promues par le PEIN. 	100 % En cours.	

Volet : CS 5.3 – FINANCES

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CS 5.3 – Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns						
CS 5.3.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	<ul style="list-style-type: none"> États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes. 	<ul style="list-style-type: none"> L'avis sans réserve des commissaires aux comptes concernant les états financiers de 2011 a été approuvé par la 23^e Conférence du PROE. Les audits du PACC et du PIGGAREP ont également reçu l'avis sans réserve des commissaires aux comptes qui ont toutefois attiré l'attention sur quelques points pouvant être améliorés. 	100 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	391 170	365 683
				Frais de fonctionnement	80 000	243 066
				Frais d'investissement	157 500	21 229
				Sous-total	628 670	629 978
CS 5.3.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs	<ul style="list-style-type: none"> Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports financiers fournis aux donateurs conformément à leurs exigences et aux délais prévus. Alignement du système comptable sur le nouveau Plan stratégique. 	95 % En cours	<i>Bien que les dépenses totales aient été conformes au budget, l'augmentation des frais de fonctionnement est à mettre au compte des pertes de change compensées par le retard dans le démarrage de certains projets d'investissement</i>		
CS 5.3.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes	<ul style="list-style-type: none"> Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport et conseils financiers fournis à la direction tous les mois. Rapports comparant les dépenses prévues et effectives fournis au personnel tous les mois et chiffres annuels fournis pour le Rapport de suivi et d'évaluation des performances. Mises à jour quotidiennes sur les soldes financiers des projets et rapports ponctuels fournis pour faciliter la prise de décision. Budget de 2013 coordonné et consolidé puis approuvé par la 23^e Conférence du PROE. 	95 % En cours			
CS 5.3.4 Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers	<ul style="list-style-type: none"> Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour. 	<ul style="list-style-type: none"> Politiques et procédures financières révisées régulièrement et améliorations apportées pour veiller au respect des bonnes pratiques. Restructuration de la section financière pour fournir les services requis et apporter les améliorations nécessaires. Révision du système comptable pour répondre aux besoins des donateurs/partenaires et aux usagers internes. 	95 % En cours			

Programme 5 – SERVICES GÉNÉRAUX | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)
CS 5.3.5 Gestion et administration des biens	<ul style="list-style-type: none"> • Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés 	<ul style="list-style-type: none"> • Révision du mandat et des plans de travail des services responsables des biens immobiliers suite à la fusion des sections administrative et financière en janvier 2012. • Rénovation, réaffectation et réorganisation des espaces de travail pour répondre aux besoins d'un effectif croissant. • Services sous-traités et suivis en continu pour l'entretien de tous les biens • Élaboration de politiques pour préserver les actifs. • Services administratifs et d'entretien fournis dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ gestion des biens immobiliers ○ sécurité assurée pour tous les biens et police d'assurance appropriée ○ services de transport, nettoyage et entretien ○ Services administratifs et de soutien 	75 % En cours	

Volet : 5.4 – Gestion des ressources humaines

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)		
Objectif de 2015 pour le volet CS 5.4 – Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion et de l’administration des ressources humaines						
CS 5.4.1 Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Conseils stratégiques fournis en matière de gestion et d’administration des ressources humaines 	<ul style="list-style-type: none"> Conseils stratégiques fournis à la direction générale concernant toutes les questions portant sur les RH. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> primes de résultats en fonction des capacités budgétaires problèmes liés aux DTS définition et évaluation des postes rémunération, recrutement et résultats doléances et discipline. 	95 %		Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	229 450	235 046
				Frais de fonctionnement	427 700	417 640
				Frais d’investissement	139 000	112 617
				Sous-total	796 150	765 304
<i>Dépenses moins élevées que prévu au budget en raison du retard dans le paiement du système d’information sur les ressources humaines</i>						
CS 5.4.2 Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jour Politiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles <ol style="list-style-type: none"> Recrutement et sélection Rémunération Fidélisation Initiation Conditions d’emploi Hygiène et sécurité du travail Relations du travail Analyse et évaluation des postes réalisées pour refléter la structure de l’Organisation 	<ul style="list-style-type: none"> Le règlement du personnel a été révisé par un groupe de travail formé de Membres du PROE. La version révisée du règlement du personnel a été approuvée par la 23^e Conférence du PROE. La nouvelle structure du Secrétariat a été alignée sur les 4 domaines prioritaires stratégiques et les services généraux renforcés par 5 services d’appui. La dotation en personnel a été traitée en priorité, des agents ont été recrutés et les postes vacants pourvus Conseils et services fournis sur tous les aspects de la gestion des ressources humaines au sein de l’organisation. L’enquête de satisfaction du personnel a été réalisée. Participation active au groupe de travail sur l’harmonisation du CORP, notamment sur les questions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> données annuelles sur le marché analyse des recommandations de l’examen triennal des postes pourvus au niveau international ; poursuite du projet sur les systèmes d’information sur les ressources humaines, avec la phase de mise en œuvre et la préparation à GoLive RH collaborant avec le Comité du personnel et la direction sur les préoccupations du personnel, notamment les problèmes de transport du personnel local. 	90 %			

Programme 5 – SERVICES GÉNÉRAUX | 2012

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2012	Progrès par rapport aux cibles (%)	Prévisions budgétaires (USD)	
CS 5.4.3 Système d'amélioration des résultats personnels et formation et perfectionnement	<ul style="list-style-type: none"> • Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunération • Plans de formation et de perfectionnement pris en compte 	<ul style="list-style-type: none"> • La formation et le perfectionnement ont bénéficié pour la première fois d'un budget destiné à financer la formation permanente et à répondre aux besoins prioritaires dans ces domaines. Treize agents ont ainsi suivi une formation. • Premières primes de résultats accordées dans le cadre du Système d'amélioration des résultats personnels, renforçant ainsi la transition du Secrétariat vers un système de rémunération axée sur les résultats. • Première évaluation officielle du Directeur général du PROE utilisant le Système d'amélioration des résultats personnels du Secrétariat, réalisée dans un premier temps par la Troïka composée du président sortant, du président en poste et du prochain président, avant d'être approuvée par la Conférence du PROE. Ce processus a été adopté et sera dorénavant mené tous les ans en tenant compte du calendrier de la Conférence du PROE, en vue d'obtenir l'approbation de tous les Membres. 	95 %		
TOTAL PROGRAMME 5				Dépenses prévues	Dépenses effectives
				Frais de personnel	1 771 702
				Frais de fonctionnement	905 560
				Frais d'investissement	311 100
				TOTAL	2 988 362
					1 609 933
					1 355 655
					215 441
					3 181 029